

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
C
I
A
L
I
S
M
E

	Page
Editorial	
Antagonismes dans les rapports de classe en Russie	6
Formulaire économique	14
Le rôle du parti dans la révolution russe	25
La longue impasse algérienne	40
Notes d'actualité	59
Logique de l'opportunisme	
La grève de la sidérurgie américaine	
Malpasset, catastrophe naturelle ou catastrophe sociale	

EDITORIAL

HONTE ET MENSONGE DE LA DÉTENTE

Après la visite-monstre du chef supposé du Communisme dans la métropole du Capital mondial, l'opinion est déjà faite dans toutes les classes et presque tous les pays : nous sommes arrivés à un grand tournant de l'histoire ; la terreur qui a pesé sur tout le second après-guerre est terminée ; c'est la paix qui commence, et avec elle un progrès dont l'ampleur est imprévisible. Ce succès de la gigantesque spéculation russo-américaine de la détente repose sur un préjugé répandu universellement : il ne peut plus y avoir de guerre généralisée, parce qu'une nouvelle guerre ferait disparaître l'humanité. Tout « sommets » qu'ils soient, ni Ike ni Nikita n'ont fait de raisonnement meilleur, et c'est déjà ce qui se disait entre les deux derniers massacres impérialistes. Quant à la réussite de la spéculation sur la « marche pacifique au socialisme » qui provient naturellement du seul partenaire russe, mais qui est indissolublement liée à la première, elle repose tout entière sur la démoralisation et la déviation complètes qui font penser aux ouvriers contemporains qu'il n'y aura plus de guerre civile parce que la violence révolutionnaire serait « fatalement perdante » et que, d'ailleurs, le « progrès la rend inutile » !

L'attitude collective engendrée par le recul de la lutte de classe est une chose, les perspectives réelles ouvertes par la survie du capitalisme, dans la détente comme dans la guerre froide, en sont naturellement une toute autre !

Sous l'angle théorique, si le banal échange de visites entre Nikita et Ike peut apparaître comme une promesse de paix durable, c'est que les masses ont été accoutumées à voir les causes des guerres dans des volontés humaines mauvaises : la régression intellectuelle va de pair avec la régression morale et politique.

Pendant quinze ans, le philistin d'Europe et d'Amérique a cru, sur la foi de la propagande atlantique, qu'une fois le nazisme abattu, la seule menace qui pesait sur la paix était le « communisme agressif » de l'U.R.S.S. Le prolétaire européen influencé par la propagande stalinienne, lui, a été habitué à la voir dans la volonté belliciste des milieux dirigeants des Etats-Unis. Or ils ont entendu l'un et l'autre M. Krouchtchev, aux Etats-Unis mêmes, non seulement protester de son désir de coexistence pacifique, mais jurer même sa foi

entière dans la sincère volonté de paix des politiciens et hommes d'affaires auxquels il s'adressait. Demain, le même spectacle se reproduira, lorsque Ike se rendra en U.R.S.S. Qu'en concluent-ils fatalement ? Le premier qu'il vient d'assister à un Canossa en règle du Communisme, et il en rend grâce à la « fermeté atlantique ». Le second que les fusées interplanétaires ont mis les impérialistes d'Outre-Atlantique au pas, que Nikita, décidément encore « plus fort que Staline », a fait le reste ; et il en rend grâce à l'U.R.S.S. « socialiste ». Mais tous deux croient voir les « obstacles à la paix » fondre sous leurs yeux. Personne ne se demande ce que peut durer cette paix. Ce n'est pas l'espoir qui fait défaut : c'est l'intérêt de l'homme de la société capitaliste pour le sort des générations futures. « Après moi le déluge ! », telle est déjà la sagesse de cette société en économie ; à plus forte raison l'immédiatisme est-il roi en politique, où les effets à longue portée de l'activité actuelle sont beaucoup moins tangibles. Tous raisonnent — s'ils raisonnent — comme si l'histoire réelle du capitalisme qui n'est faite que de conflits, de crises et de guerres n'avait jamais été que la déviation, imputable à tels ou tels trublions, d'une harmonie qui ne demanderait qu'à revenir parmi les hommes. Ce genre d'espérance ne facilite pas précisément le passage des masses à une lutte politique et révolutionnaire ; elle permet leur asservissement non seulement au Capital, mais à la guerre elle-même !

*
**

La vérité est que le capitalisme et la paix sont incompatibles et que la guerre a ses racines non pas dans des volontés humaines, fussent-elles de la classe dominante, mais dans les lois de l'économie capitaliste, qu'aucune volonté humaine ne pourra modifier.

Quelque chose — qu'il faut aller chercher dans les écrits économiques du marxisme — oblige et obligera toujours le capitalisme à réinvestir une grande partie du profit, qui est l'unique but de chaque cycle économique, dans la production et donc à élargir celle-ci. Si cet élargissement pouvait se soumettre aux besoins sociaux et humains réels, il finirait bien par trouver une limite, car ceux-ci ne sont pas indéfiniment extensibles : mais il s'en affranchit — et les foule aux pieds — précisément parce que le but est le profit. Par contre, il ne peut s'affranchir de la limitation du marché, puisque la production est production de marchandises. Chaque nouveau pas en avant de la production pousse donc une masse croissante de produits hors des frontières nationales, qui sont de moins en moins des frontières économiques. L'Etat national et bourgeois peut-il et pourra-t-il jamais se contenter de les... suivre paternellement du regard sur les marchés extérieurs où elles iront s'aventurer ? Quelle plaisanterie ! Une de ses principales fonctions est au contraire non seulement d'en protéger la circulation, mais de leur assurer par avance des débouchés. Quand, aux marchandises s'ajoute encore le capital-argent en quête de placement, les choses, loin de s'arranger, s'aggravent.

Vouloir que dans cette entreprise l'Etat national n'en rencontre aucun autre poursuivant les mêmes buts, ce n'est pas vouloir la paix, mais la domination de tous par un seul. Prétendre que, les rencontrant, il puisse, un jour ou l'autre, les traiter uniquement sur le mode du sourire, comme ont fait Nikita

et Ike à la télévision, c'est de la pure bêtise. Tout grand Etat capitaliste devient fatalement impérialiste parce qu'il ne peut pas plus cesser d'être national que les marchandises d'être... internationalistes. Mais tout Etat impérialiste est fatalement un Etat militaire, car il n'est jamais seul au monde. La circulation des marchandises n'exige pas seulement des flottes marchandes, mais des flottes de guerre. Si les progrès de la technique rendent ces flottes « périmées », l'Etat national fera plutôt fabriquer des engins de destruction mille fois plus coûteux que de laisser ses marchandises et ses capitaux courir « sans protection » le monde. Le désarmement est impossible, c'est le plus gros de tous les mensonges de la propagande bourgeoise. Il n'y a pas d'impérialisme désarmé. Et pour que le capitalisme puisse cesser d'être impérialiste, il faudrait que le flux des marchandises et des capitaux puisse se retirer sagement à l'intérieur des frontières nationales. Non seulement c'est impossible, mais ce serait la solution la plus réactionnaire : le progrès réel de l'espèce ne passe pas par la rupture des mille liens économiques et autres que le Capitalisme a tissé entre tous les pays du monde en généralisant le commerce des marchandises et des capitaux ; il exige au contraire qu'ils soient resserrés, débarrassés de tous les antagonismes actuels : l'unique moyen d'y parvenir est de libérer l'économie mondiale de sa sujétion au marché. Ceci, c'est l'affaire exclusive de la révolution prolétarienne et socialiste.

**

Sous l'angle théorique, toute croyance à une paix durable — sinon éternelle — repose sur une incapacité d'anticiper, de voir plus loin que l'actuel rapport des forces entre les Etats nationaux et impérialistes existants.

Ces Etats se divisent en deux grands groupes. Les premiers n'ont pas encore de grandes masses de marchandises et de capitaux à « guider » sur le marché mondial ; ce sont les capitalismes les plus jeunes : la Chine et l'U.R.S.S. Les seconds sont déjà installés sur ce marché. En tête, les Etats-Unis, qui possèdent une puissance militaire et industrielle suffisante pour briser par la guerre une concurrence commerciale qui mettrait leur production en péril, mais qui, précisément, n'en rencontrent pas de telle. En second lieu, tous les Etats industriels avancés, c'est-à-dire les pays européens et le Japon, qui souffrent peut-être déjà de la concurrence écrasante des Etats-Unis, mais qui n'en sont pas encore paralysés, et qui, de toute façon, ne seraient pas en mesure de l'éliminer par des moyens militaires. D'où veut-on que la guerre puisse sortir dans l'immédiat, dans ces conditions ? La base de la détente, c'est ce rapport de forces, non la sagesse de Nikita et d'Ike.

Toute la question est précisément de savoir s'il est éternel ou même simplement durable, et surtout s'il peut être consolidé par le moyen que propose M. Krouchtchev, et que ses compères d'Outre-Atlantique approuvent entièrement : l'émulation pacifique.

« L'émulation pacifique » n'est pas une simple invention de vocabulaire, c'est un produit de l'histoire. En d'autres termes, ce n'est pas une banale formule de politique extérieure, c'est une nouvelle interprétation de la version qu'on peut bien dire staliniste de la lutte mondiale des classes. Rappelons qu'elle

consistait à présenter la lutte entre capitalisme et socialisme non pas comme une lutte du prolétariat pour le pouvoir, dans chaque nation, mais comme une lutte de l'U.R.S.S. contre tel ou tel Etat ou groupes d'Etats, que le prolétariat n'avait plus qu'à soutenir, sans plus se préoccuper d'indépendance de classe et de conquête du pouvoir. L'interprétation krouchtchevienne pourrait se résumer lapidairement ainsi : « La lutte d'Etats qui aura pour aboutissant le socialisme n'est pas une lutte militaire, ni même commerciale. A vrai dire, ce n'est pas une lutte du tout. Il y a deux chose : l'U.R.S.S. et ses amis qui veulent faire du commerce. Et puis, il y a le socialisme qui viendra sûrement à la fin de tout cela, je vous le garantis ! Mais devez-vous m'en tenir rigueur ? Cela nous empêche-t-il de nous entendre ? »

Ce qu'il s'agit de démontrer, c'est premièrement que l'intensification des échanges commerciaux mène à la lutte commerciale, si bien qu'« émulation » n'est qu'un terme menteur pour désigner la concurrence ; et deuxièmement que la lutte commerciale a son ultime aboutissant dans la guerre, si bien que l'adjectif « pacifique » est un second mensonge. Ensuite le socialisme pourrait bien arriver sans lutte du tout, ni de classe, ni d'Etat, c'est une toute autre paire de manches.

Socialisme mis à part, de deux Etats qui n'ont pas atteint le niveau du marché mondial, lequel sera le plus vite en mesure de s'y présenter ? Celui qui serait soumis à un blocus, c'est-à-dire réduit à ses propres ressources techniques et à sa force de travail humaine, ou celui qui pourrait déjà acheter soit des moyens de production, soit, pour cette force de travail qui autrement risquerait de s'agiter, les moyens de consommation que son effort d'équipement ne lui permet pas de produire ? Il est bien évident que c'est le second. Or le passage de la politique du rideau de fer qui fut celle de Staline à celle du « commerce à intérêts réciproques » a la même valeur que la levée d'un blocus. Le résultat sera de diminuer les différences dans le degré de participation des différents Etats — U.S.A. et son bloc d'un côté, U.R.S.S. et le sien de l'autre — au marché mondial : mais il sera du même coup d'augmenter la concurrence. Un jour viendra où l'U.R.S.S. (pour la Chine, il est beaucoup plus lointain) aura, elle aussi, un surplus de marchandises et de capitaux à déverser à l'extérieur de ses frontières. Toute sa structure de classe, la nature nationale et nationaliste de son pouvoir d'Etat exclut que, ce jour-là, le successeur de M. Krouchtchev puisse décider : « Maintenant, le moment est venu de renverser la vapeur ; nous n'accumulerons plus, nous jetterons le productivisme par-dessus bord : nous travaillerons pour nos besoins. » Un changement d'impératif économique exige une révolution politique et sociale. Aucune volonté de réforme ne saurait le réaliser.

Donc, du moins sans révolution, le commerce pacifique conduira inévitablement à l'entrée d'un nouveau partenaire dans la concurrence mondiale, et partant à l'intensification de celle-ci. Si Ike n'a pas paru s'en émouvoir outre mesure, puisqu'il a dit que la question des pays sous-développés était plus grave que les dissensions entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., c'est que la perspective est encore lointaine et qu'une fois l'opération de la reconstruction européenne arrivée à son terme, l'ouverture du marché russe, et si possible chinois, intéresse au plus haut point les capitalistes et hommes d'affaires d'Amérique. Par ail-

leurs, les U.S.A. savent bien que dans la compétition pour les pays sous-développés précisément, ils partent avec une énorme avance.

Ceci dit, la seule chose qui puisse empêcher cette concurrence accrue de déboucher, comme toujours, dans la guerre, c'est encore une fois la révolution socialiste et rien d'autre. Pour prouver qu'il n'y aura plus jamais de guerre il ne suffit pas de montrer qu'elle « serait trop horrible », pas plus que cela n'a jamais suffi : il faudrait prouver l'impossible, c'est-à-dire que le capitalisme peut « renverser la vapeur », c'est-à-dire renoncer à l'élargissement illimité de la production, à la folie productive, à la soumission de toute l'humanité travailleuse et vivante à l'impératif de l'accumulation du Capital. C'est ce que personne, pas même M. Krouchtchev, ne s'avise de faire. Bien lui en prend, il s'y casserait les dents.

**

Du point de vue de la révolution socialiste et prolétarienne, la détente actuelle a un énorme intérêt : c'est de démontrer hier avec la tournée monstre du cirque soviétique aux U.S.A., demain avec celle du général Eisenhower en U.R.S.S., qu'il n'existait pas d'incompatibilité politique et sociale de classe entre les deux Etats. Dans ce sens, le philistin qui a cru voir le Communisme s'agenouiller devant la civilisation capitaliste et chrétienne était encore moins loin de la vérité que le prolétaire stalino-krouchtchevien qui dans le succès de Nikita a vu une victoire du socialisme, la seule idiotie, digne des petits bourgeois nourris d'anti-soviétisme pendant des décades, c'était de croire qu'un Communisme véritable aurait vraiment pu se rendre dans la métropole même de la réaction mondiale pour demander pardon à un ex-général, à des hommes d'affaires, des politiciens et jusqu'à des stars de cinéma d'avoir cru pendant plus de cent ans qu'il n'y a pas de capitalisme sans guerre, ni de socialisme sans révolution violente.

Ce seul fait constitue un aveu, celui même que nous attendions depuis si longtemps : la cause de l'U.R.S.S. n'a rien à voir avec la cause du socialisme qui viendra par ses propres moyens, Nikita, adoptant un fatalisme musulman, s'est bien gardé de les définir : il viendra, c'est tout ce qu'il en veut savoir.

Oui, il viendra, avec ses propres moyens, qui sont la lutte de classe, nation après nation, pour la conquête du pouvoir, qui sont la dictature prolétarienne gagnant de pays en pays. Il viendra avec ses moyens classiques, que les traîtres ont voulu faire oublier, et ont effectivement aidé les prolétaires à oublier, avec tous leurs pitoyables « enrichissements du marxisme ». C'est le seul espoir qui puisse se formuler sans honte, et qui ne soit pas entaché de mensonge. Mais lorsque cette lutte recommencera, les prolétaires trouveront devant eux et contre eux, les armes à la main, tous les vils « pacifistes » d'aujourd'hui, et tous les « socialistes » à la russe.

ANTAGONISMES

DANS LES RAPPORTS DE CLASSE

EN RUSSIE

INTRODUCTION

La littérature sur la Russie abonde en toutes langues, mais seule la littérature marxiste que représente aujourd'hui notre parti a donné une réponse scientifique, cohérente et exacte aux faits qui se sont produits dans cet immense pays. Les événements qui illuminèrent le monde entier d'espoirs anxieux de libération, ceux qui ont jeté l'ombre sur ces espoirs jusqu'à les confondre derrière un rideau de recettes sociales équivoques, nous les avons dès l'origine instinctivement déchiffrés. Puis vint une analyse réfléchie et plus précise. Depuis des années, dans les colonnes de l'unique organe qui a survécu à la défaite momentanée de la révolution communiste, nous publions des séries interminables de chiffres, de statistiques, de nombres souvent plus contestés et dénaturés par les faux amis que par les ennemis ouverts.

Et ce n'est pas fini. La vérité dont les bandes opposées mais complices se font les paladins n'est pas facile à découvrir dans le fatras de données intentionnellement déformées et incomplètes des publications officielles; pourtant elle vient à la surface. Mieux, la poussée violente du sous-sol économique ouvre des brèches mal réparables dans les superstructures mentales des nouveaux personnages qui se sont succédés à l'appareil d'Etat, si bien que les derniers arrivés, pour faire la nique aux premiers, en dévoilent les idioties, les mensonges et les réticences. Le jour viendra où l'aveu sera complet et les prolétaires révolutionnaires s'en réjouiront, tout autant que nous sommes fiers, nous, de l'avoir senti, prévu et compris.

Nos textes, nos travaux laborieux — lectures peu faciles pour les philistins démocratiques serviteurs de bien d'autres théories pondues par les penseurs officiels — ont prouvé amplement que dans la fameuse Russie socialiste existe et se développe une économie régie et dominée par les mêmes lois que Marx découvrit dans l'économie anglaise d'il y a un siècle, modèle non encore dépassé à ce jour du mode de production capitaliste.

Utilisant la méthode magistrale des classiques du communisme, nous avons confronté les thèses russes avec les thèmes marxistes, ou mieux les faits russes avec les faits futurs du socialisme et nous avons relevé leur incompatibilité absolue, leur opposition criante.

Mais, derrière cette série de chiffres, ces arides colonnes de données statistiques, il y a des groupes d'hommes et des classes sociales qui, le plus souvent d'une façon inconsciente et imprévue, agissent en opposition les uns aux autres. Le mysticisme des opportunistes tend à l'hypothèse de la construction d'une

société future par le déroulement démocratique des luttes de classe et leur insertion pacifique dans le creuset social, ainsi qu'à une représentation de l'Etat comme arbitre suprême de ces conflits pacifiques, oubliant que les intérêts contraires engendrés par des rapports sociaux antithétiques et non par la volonté personnelle ou collective, dominent l'histoire de l'humanité. Et la Russie ne peut faire exception à cette règle.

Salariés de l'industrie d'Etat et de l'agriculture sovkhozienne et kolkhoziennne. — Fonctionnaires d'Etat, du Parti, des syndicats, des innombrables organisations politico-économiques périphériques ; intellectuels, professions libérales, avocats, artistes, ruffians, encenseurs et pédérastes. — Coopératives kolkhoziennes et sovkhoziennes, entrepreneurs, brasseurs d'affaires, intermédiaires et courtiers, possesseurs en gros de titres d'Etat, de revenu ou d'épargne, voilà les représentants d'une société divisée en classes ; les premiers constituent le prolétariat, le dernier le capital qui empoche et réinvestit les profits d'entreprises sous la forme de profits industriels ou d'intérêts financiers. Ceux du milieu ne sont rien d'autre que la *crasse de l'Etat* avec l'inévitable *croûte* de leurs « capacités » intellectuelles.

(Tout ceci pour clouer le bec aux chercheurs du sexe des anges sur les « catégories économiques » représentées par des personnes physiques.)

Au sommet de cette société de classe, l'Etat, dépositaire des intérêts historiques et permanents du Capital, assume sa principale tâche quotidienne qui est de lier la « libre et sainte » Russie aux destinées du capitalisme international, en s'intégrant toujours plus au marché mondial unique.

I. - LES DEUX SECTEURS DE LA PRODUCTION.

Le recueil statistique « L'économie nationale de l'U.R.S.S. », publié en français en 1957, fournit deux données concernant le schéma classique de Marx sur les deux sections de la production : celle relative à la production des moyens de production et celle relative à la production des biens de consommation.

Les indices se rapportent aux années 1928 et 1955 et sont les suivants :

	1928	1955
Moyens de production	100	3.891
Biens de consommation	100	895

L'écart énorme entre le développement des deux sections saute tout de suite aux yeux et donne un tableau historiquement exact de la nature du mode de production dominant en Russie. Aux deux sections est étroitement lié le sort de deux classes : à la première, c'est le Capital ; à la seconde, les salariés.

Entre parenthèses, on a coutume d'employer les noms de *Capital* et de *Travail* comme s'il s'agissait de termes opposés et distincts.

En réalité, dans le mode de production capitaliste, le travail se transforme

en capital qui est une force sociale faisant que d'un côté on a une classe, la classe capitaliste, qui peut exister même sans qu'il y ait de capitalistes individuels et, de l'autre, la classe prolétarienne existant par le seul fait qu'elle comprend des hommes *vifs* et *actifs*. Nous avons posé maintes fois cette distinction déjà faite par Marx et reprise par Lénine, parce qu'elle nous a servi à détruire le faux répandu par le Mammon russe selon lequel lorsque n'existent ni capitaliste individuel, ni capitaine d'industrie, ni maître de forges, il n'existe pas de capitalisme ; et cet autre faux, non moins équivoque et dangereux, mis en circulation par les « gauches » d'aujourd'hui selon lequel, en l'absence de capitalistes individuels, une *autre* classe non mieux définie détiendrait le pouvoir.

Un déséquilibre profond entre les deux sections est la caractéristique classique du mode de production capitaliste et on le retrouve dans le développement de tout capitalisme. Mieux, il ne peut exister de production capitaliste sans que ces deux sections se développent de façon différente.

Même en Russie, elles ont suivi une ligne de développement inversement proportionnelle de 1913 à 1956 ; alors que le groupe « A » a augmenté, le groupe « B » a diminué. Voici la part de production des moyens de production dans la production industrielle globale, évaluée uniformément à 100 pour les années 1913, 1917, 1928, 1940, 1946, 1956 : 33,3-38,1-39,5-61,2-65,9-70,8. Et voici, par contre, la série parallèle relative aux biens de consommation pour les mêmes années : 66,7-61,9-60,5-38,8-34,1-29,2. L'une croît, l'autre décroît. Observons les pourcentages de 1917 et 1928 et l'on verra comment, tout en fléchissant, la production des biens de consommation l'emporte sur celle des moyens de production. De la Révolution d'Octobre au I^{er} Plan quinquennal, sous la N.E.P., ce qui importe c'est surtout la peau des ouvriers. Ensuite le rapport se renverse. Dans la fosse de la contre-révolution on jette la N.E.P. et la peau des prolétaires pour engraisser le monstrueux baobab de l'industrie lourde moderne.

A ce propos, Marx dans le livre II, 2^e volume du *Capital*, explique à Senior que la différence entre la société capitaliste et la barbarie réside surtout en ceci que : « La société capitaliste emploie une plus grande part de son travail annuel disponible à la production de moyens de production (donc de capital constant) qui ne peuvent se résoudre en revenu, ni sous la forme de salaire, ni sous celle de plus-value, mais qui peuvent uniquement faire fonction de capital. » (Editions Sociales, T. V, p. 89.)

Quelle est donc la signification de ces indices ?

En vingt-sept ans, la classe ouvrière russe a accompli un puissant et sanglant effort pour accroître de quelque trente-neuf fois en moyenne la production d'acier, de fonte, de charbon, de pétrole, de machines, mais seulement de neuf fois (les 3/4 en moins) la production de chaussures, de vêtements, de viande, de beurre, de lait et, en général, des biens de consommation.

Cet effort productif a été imposé aux ouvriers pour créer des produits non directement nécessaires et consommables par eux. Il y a là une nette configuration de classe par laquelle, d'un côté, on a accumulé une montagne de travail mort sous la forme de moyens de production, d'installations industrielles, de

dépôts financiers, en somme, de capital se dressant contre les corps épuisés des prolétaires qui, de l'autre côté, se sont accumulés.

Mais nous, nous contestons que l'augmentation des biens de consommation se soit « dans les faits » accrue de neuf fois, à moins que par « biens de consommation des prolétaires » on entende montres, motos, bicyclettes, vêtements de soie, etc.

Un Etat socialiste, surtout dans la situation russe où il fallait pousser à fond la prolétarisation de l'énorme majorité de la population agricole, pourvoit principalement à la *nécessaire* et saine subsistance des ouvriers et, profitant de l'absence de corruption mercantiliste, à « l'éducation » des prolétaires à la consommation. Nous prendrons donc comme exemples de contestation les produits qui sont fondamentaux pour les masses laborieuses. Les tissus de coton ont augmenté entre 1913 et 1955 de 2,5 fois, passant de 2.582 millions de mètres à 5.904 millions. Les tissus de laine de 2,5 fois, passant de 103 à 251 millions de mètres ; la bonneterie de 85 fois. Mais voilà le truc ! En 1913, on part de zéro et en 1955 on arrive à 85 millions d'articles ; donc, étant donné que la population dépasse les 200 millions, plus de la moitié n'utilise pas les tricots.

Les chaussures de cuir, de feutre et de caoutchouc ont augmenté de 4,3 fois, passant de 98,9 à 431,1 millions de paires. Le sucre de 2,8 fois, passant de 1.347 à 3.419 milliers de tonnes ; les produits de la pêche de 2,7 fois, allant de 1.018 à 2.740 milliers de tonnes ; le beurre et les produits laitiers de 6 fois, allant de 2,3 à 13,5 millions de tonnes ; le blé de 5 fois — de 8,1 à 41,8 millions de tonnes (mais nous savons qu'il a toujours été exporté en échange d'équipements industriels, surtout entre 1933 et 1950). Par contre, les montres de tous types ont augmenté de 19 fois (0,7 à 19,7 millions) ; les appareils de radio et de télévision de 150 fois, montant de 29.000 à 4.024 millions — musique et belles jambes pour calmer la faim ! — les frigidaires de 50 fois, les machines à laver de 80 fois, les motocyclettes de 24 fois, les tissus de soie de 12 fois (42,6 à 525,7 millions de mètres).

Il est facile de conclure que dans toute cette série, bien peu de chose va aux mains des salariés. Il serait intéressant de connaître le salaire que perçoit un travailleur russe, mais cela au moins pour l'instant, est tabou, mystère des mystères ; cependant l'expression monétaire du salaire dit bien peu, en admettant qu'on le sache, si l'on ne connaît pas les prix de vente au détail des denrées de consommation. Pourtant, nous pouvons nous faire une idée de « classe » en jetant un regard sur le tableau suivant tiré d'une série d'indices extraits des mêmes textes :

	1950	1955	Points en plus
Salaires	100	139	39
Revenu des paysans	100	150	50
Revenu national	100	168	68
Production de biens de consommation	100	176	76
Production de moyens de production	100	191	91

Il est clair que le sens de ce tableau nous intéresse. La production des moyens de production est celle qui a le plus augmenté, montant de 91 points

(15 de plus que les biens de consommation) ; là encore persiste la tendance à tenir éloignées les deux sections fondamentales de la production, comme le veut le caractère spécifique de la production capitaliste ; et les prévisions pour le « communisme 1965 » sont du même ordre. Les biens de consommation ont augmenté de 76 points, le revenu national de 68, celui des paysans de 50, celui du salariat de 39 : la Cendrillon de toutes les classes ! Ainsi la seule classe productive se voit attribuer un « droit » inférieur à celui des autres de consommer les biens qu'elle produit.

A ce propos, Marx, dans le Livre II, 2^e volume du *Capital*, indique le « sens » de la société socialiste : « La forme capitaliste de la reproduction une fois abolie, le problème se ramène à ceci : la grandeur de la fraction de capital fixe qui disparaît et qui doit être reproduite en nature (il s'agit ici de la fraction servant à la production des moyens de consommation) change d'année en année. Si elle est très grande une certaine année (au-dessus de la mortalité moyenne, comme pour les hommes), elle est certainement d'autant plus petite l'année suivante. La masse de matières premières, de produits semi-finis et de matériaux auxiliaires, nécessaires pour la production annuelle des articles de consommation — toutes choses restant égales d'ailleurs — ne diminue pas pour autant ; la production totale des moyens de production devrait donc augmenter dans un cas et diminuer dans l'autre. On ne peut remédier à cela que par une surproduction relative continue ; il faut, d'une part, une certaine quantité de capital fixe qui produit davantage qu'il n'est directement nécessaire ; d'autre part, et surtout, une provision de matières premières, etc., dépassant les besoins immédiats annuels (ceci vaut surtout pour les moyens de subsistance). Une telle sorte de surproduction équivaut au contrôle de la société sur les moyens matériels de sa propre reproduction. Mais, dans le cadre de la société capitaliste, elle est un élément d'anarchie. En fait, la caractéristique du capitalisme est, comme on le voit, une production illimitée de marchandises en général, et limitée au minimum nécessaire de moyens de subsistance. » (Editions Sociales, t. V, p. 116-117.)

Ceci est parfaitement « naturel » et se vérifiera « normalement » dans tous les pays.

Ce qui détonne, c'est de faire passer des rapports essentiellement capitalistes pour des rapports de nature socialiste.

II. - LA STRUCTURE DES SALAIRES.

Dans la première partie de cette étude, le caractère de classe de la société soviétique a été examiné à la lumière du rapport entre le développement de la production des moyens de production et celui des biens de consommation.

Considérons à présent la rémunération de la force-travail (qui, malgré le fameux passage... au communisme, revêt, de façon toute officielle, la forme du salaire) en avertissant cependant qu'une analyse complète supposerait la connaissance précise du pouvoir d'achat de la masse monétaire dont dispose le travailleur.

Tentons malgré tout de donner une physionomie au salaire du travailleur russe. Khrouchtchev, au XXI^e Congrès, a parlé de salaires minima de 200-250 roubles par mois qui devaient être élevés en 1965 à 500-600 roubles. Quel peut être le salaire moyen actuel ? Nous ne croyons pas nous tromper de beaucoup si nous l'estimons à la moyenne des minima d'aujourd'hui et de ceux de 1965, c'est-à-dire à 400 roubles par mois, environ. Notre opinion est renforcée par le fait qu'en Russie domine le salaire aux pièces et non à l'économie (comme dans tous les pays capitalistes) et donc nos 400 roubles mensuels supposés représentent une rétribution comprenant tout ce qu'en fait l'ouvrier peut toucher, n'ayant ni le temps ni la force de se consacrer à des activités marginales, après le travail d'usine.

Ce n'est pas en établissant le niveau des salaires qu'on a l'élément déterminant pour classer le type d'un mode de production, mais c'est la forme *salaire* qui dévoile tout le contenu d'une forme économique ; en d'autres termes, elle est le symbole d'une économie capitaliste. Cependant, il importe d'établir ce niveau (et nous comptons revenir là-dessus espérant qu'à Moscou on se décidera à fournir des données sûres) pour démontrer ultérieurement que malgré tout les ouvriers russes sont traités à la même enseigne que tous les ouvriers du monde, sans exception aucune. Or, les biens de consommation disponibles sur le marché officiel (il existe aussi le marché noir) étant en quantité insuffisante aux besoins de l'ensemble de la population, et compte tenu des différences du « revenu », c'est-à-dire d'appropriation de la plus-value — qui, en outre, sont plus grandes, bien plus grandes, que les différences de salaires — il est clair que le pouvoir d'achat des salaires mêmes est très bas. Là-dessus, il ne peut y avoir de doute, même depuis qu'en Russie il n'y a plus ni queue pour arriver le premier chez le commerçant, ni distribution « sur carte ».

Les économistes russes, après le premier aveu retentissant de Staline, utilisent toujours plus une phraséologie non marxiste du tout pour justifier les rapports de classe existants. C'est une émulation de contorsionnisme théorique qui se manifeste dans les tentatives faites pour échapper à l'emprise de l'analyse critique du Maître, retombant dans les efforts inutiles à la Proudhon, efforts encore plus ridicules et impudents. Un de ces économistes, E. Manievitch, fait dans les *Voprosy Ekonomiki* (n° 1 de 1959) des exhibitions d'un funambulisme étourdissant : « A propos de l'organisation socialiste du salaire (magnifique !), un autre problème essentiel... est celui de la hiérarchie, c'est-à-dire des différences nécessaires de rétribution selon les résultats quantitatifs et qualitatifs du travail, selon la qualification et les conditions de travail. *De telles différences doivent être maintenues dans la première phase du Communisme.* » Non seulement on souhaite (et c'est bien ce que cela veut dire) l'abîme entre la classe prolétarienne et les autres, mais on désire encore tout bonnement faire une théorie de la division de la classe ouvrière en hiérarchies salariales plus grandes.

Mais, de grâce, chez Renault, chez Sidélor et dans la champignonnière de nos entreprises d'Etat, n'y a-t-il pas des fumisteries du même ordre ?

Et encore ne parlons pas des offres de travail aux pièces qui — à en croire ces messieurs — devraient distinguer le socialisme du capitalisme. Marx,

dans le Livre I, 2^e volume du *Capital*, au chapitre XXI, intitulé précisément : « Le salaire aux pièces », commence ainsi : « *Le salaire aux pièces* n'est qu'une transformation du salaire au temps, de même que celui-ci n'est qu'une transformation de la valeur ou du prix de la force de travail. » (Editions Sociales, p. 222.) Cependant, insiste encore le « savant » russe : « Il ne s'agit pas de substituer le salaire aux pièces au salaire à l'économie, mais seulement d'en éliminer les forces désormais dépassées... Ce qui ne signifie pas que la rétribution aux pièces cesse, à une phase donnée du développement de la production socialiste, d'être la forme dominante de rétribution. »

Marx explique encore abondamment que « la différence dans la forme de paiement du salaire ne change rien à sa nature, bien qu'une forme puisse être plus favorable qu'une autre au développement de la production capitaliste » (*Ibid.* p. 223) et anticipant presque prophétiquement les mystifications de type soviétique, il s'exprime ainsi : « Le salaire aux pièces permet au capitaliste de passer un contrat de tant de pièces avec l'ouvrier principal, dans la manufacture avec le chef de groupe, dans les mines avec le mineur proprement dit, etc. — cet ouvrier se chargeant pour le prix établi d'embaucher lui-même ses aides et de les payer. L'exploitation des travailleurs par le capital se réalise ici au moyen de l'exploitation du travailleur par le travailleur. » (*Ibid.* p. 225.) Dans une note à ce passage, Marx rapporte un extrait de Watts : « Ce serait une grande amélioration dans le système du travail aux pièces si tous les gens employés à un même ouvrage étaient associés dans le contrat, chacun suivant son habileté au lieu d'être subordonnés à un seul d'entre eux, qui est intéressé à les faire trimer pour son propre bénéfice. » Dommage que Watts soit mort, car dans la Russie... soviétique, il verrait son désir réalisé. Citons encore Marx : « Les degrés divers d'habileté, de force, d'énergie, de persévérance des travailleurs individuels causent donc ici de grandes différences dans leurs recettes (les Philistins soviétiques appellent cela : « à chacun selon son travail »). Cela ne change naturellement rien au rapport général entre le capital et le salaire du travail. (*Ibid.* p. 226.)

« ... Mais en donnant une plus grande latitude à l'individualité, le salaire aux pièces tend à développer, d'une part, avec l'individualité l'esprit d'indépendance et d'autonomie des travailleurs, et, d'autre part, *la concurrence qu'ils se font entre eux*. Il s'ensuit une élévation des salaires individuels au-dessus du niveau général qui est accompagnée d'une dépression de ce niveau lui-même. » (*Ibid.*, p. 226.) Et nous fermons le « *Capital* » sur cette proposition marxiste : « L'exposition précédente démontre que le salaire aux pièces est la forme du salaire la plus convenable au mode de production capitaliste. » (*Ibid.* p. 227.)

Voici en substance ce que signifie le salaire aux pièces comme mystification d'organisation du travail dans la prétendue économie socialiste russe.

Pour conclure nous aussi sur cette question, nous citerons la note du « *Capital* » qui contient un passage d'une œuvre de H. Grégoir où se trouvent résumées à la fois la signification de cette absence de chômage dont la Russie se vante tant et l'explication que nous avons donnée de ses bas salaires : « Mais combien de fois n'avons-nous pas vu, dans certains ateliers, embaucher beaucoup plus d'ouvriers que le demandait le travail à mettre en main ? Souvent, dans la prévision d'un travail aléatoire, quelquefois même imaginaire, on admet

des ouvriers : comme on les paie aux pièces, on se dit qu'on ne court aucun risque, parce que toutes les pertes de temps seront à la charge des inoccupés. » (*Ibid.* p. 226, note 3.) C'est clair, le plein emploi signifie sous-emploi, bas salaires pour tous, plutôt que salaires supérieurs pour quelques-uns et manque de travail pour d'autres.

Maniévitich, l'économiste académicien, s'efforce pourtant de trouver une différence entre salaire « capitaliste » et salaire « socialiste » ; comme il ne pouvait en aucune façon la découvrir à l'intérieur du salaire même, qui, par définition, est de nature exclusivement capitaliste, il se met en peine pour en établir des différences de « niveau ».

Écoutez-le, car si nous le disions nous-mêmes, il y aurait de quoi ne pas y croire, tant il est banalement hypocrite : « Le facteur objectif qui détermine le niveau du salaire dans les conditions du socialisme est donné par les moyens de subsistance *nécessaires* à la reproduction de la force-travail. Le salaire doit satisfaire de façon élastique et dynamique les exigences historiquement déterminées et toujours croissantes des travailleurs. La caractéristique du mode de production socialiste est le rapport direct entre le niveau du salaire et le degré de développement des forces productives. »

Avez-vous compris ? Le salaire est en rapport avec la fameuse section II, avec la production des biens de consommation qui est 30 fois inférieure à la production de la section I. Voilà un rapport de haute fumisterie ! Qui est-ce qui établit ce que seront les moyens de subsistance *nécessaires* à un pauvre Christ d'ouvrier, pour qu'il puisse tenir sur ses jambes et continuer à produire ? Mais c'est votre mode de production, non la classe ouvrière avec ses besoins, et vous l'avez déjà établi avec férocité, légitimant par un veule acquiescement l'achat et la vente de la seule marchandise qui ne connaît pas les lois d'équivalence de l'échange, qui seule a la propriété fatale d'engendrer de la valeur et en quantité bien plus grande que celle nécessaire à l'acquérir : la marchandise force-travail. Vous l'avez établi en faisant produire plus de fonte, d'acier, de ciment, de tanks et moins de pain, de beurre, de vêtements. L'acier ne sert pas à manger, ce n'est pas un moyen de subsistance. Il est un moyen d'oppression. Et vous continuez sur cette route infâme au point de vous proposer pour ce faux 1965 d'accroître la production du double et les salaires réels de moins de la moitié, c'est-à-dire de 40 % environ.

Nous avons maintenant démontré — sur la foi des déclarations et des statistiques soviétiques — que le prétendu socialisme « construit » en Russie sous les enseignes de Staline d'abord, de Krouchtchev ensuite, n'est en réalité qu'une copie conforme de la société divisée en classe et dominée par des rapports mercantiles propres au capitalisme. On l'a vu :

- 1° dans le rapport entre production des moyens de production et production des biens de consommation ;
- 2° dans le salaire ouvrier.

On le verra encore dans la situation privilégiée de la classe paysanne face à la classe ouvrière.

à suivre

APPENDICE AUX « ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE »

2 - LE FORMULAIRE ÉCONOMIQUE ⁽¹⁾

Titre du Livre I du *Capital* : LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION CAPITALISTE (le procès de production du capital).

Titre de la Section I du Livre II : LES METAMORPHOSES DU CAPITAL ET LEUR CYCLE.

Hypothèse : Avec de l'argent, on peut acquérir sur le marché toutes les marchandises à un prix constant. Le rapport des prix de deux marchandises différentes est constant (loi de l'ÉCHANGE ENTRE ÉQUIVALENTS - hypothèse de la CONSTANCE DU POUVOIR D'ACHAT [valeur] DE L'ÉQUIVALENT GÉNÉRAL, ou ARGENT).

« Pour concevoir ces formes à l'état pur, il faut d'abord faire abstraction de toutes les circonstances qui n'ont rien à voir avec le changement de forme et la constitution de forme comme tels. C'est pourquoi on admet ici non seulement que les marchandises se vendent à leur valeur, mais encore qu'il en va ainsi toutes choses restant égales d'ailleurs. On fait donc abstraction aussi des variations de valeur qui peuvent intervenir pendant le procès cyclique » (Editions Sociales, Livre II, Tome 4, pp. 27-28).

EXPRESSION GÉNÉRALE DE L'ÉCHANGE
CHEZ MARX : Exemple tiré du Livre I (Editions Sociales, Livre I, Tome 1, p. 63). FORME SIMPLE OU ACCIDENTELLE (PARTICULIÈRE) DE LA VALEUR :

10 livres de thé = 20 mètres de toile

Ceci n'est pas une égalité mathématique, puisque le signe « = » (égale, que l'on doit, par la suite, utiliser d'une manière algébrique) doit lier deux quantités exprimées dans une même unité (unités de mesure concrète ou nombres purs).

(1) « Eléments de l'Économie marxiste », illustration et commentaire du Livre I du *Capital*, ont été publiés dans les n° 2, 3, 4, 5 et 7 du *Programme Communiste*. Se reporter pour la première partie, « Sur la méthode dialectique », au n° 9, paru en octobre 1959.

On peut donc utiliser « = » comme suit : $4 \times 3 = 12$; $4 \text{ kg} \times 3 = 12 \text{ kg}$; $12 \text{ kg} = 12.000 \text{ g}$.

Nous proposons d'utiliser, pour l'équivalence économique, le signe \equiv que l'on lit : égale valeur de, et que l'on utilise déjà en mathématique pour les superficies, par exemple : rectangle ABCD \equiv 2 triangles ABC; alors que l'on écrit : triangle ABC = triangle CDA.

Nous écrirons donc : 10 livres de thé \equiv 20 mètres de toile.

La *forme générale de la valeur* est une suite de quantités valant autant que 20 mètres de toile. Dans cette énumération apparaissent 2 onces d'or.

La *forme argent* fait face à toute la suite de marchandises qui valent autant que 2 onces d'or : L'OR EST L'EQUIVALENT GENERAL.

Ecriture correcte (brièvement) :

20 mètres de toile \equiv 2 onces d'or
 10 livres de thé \equiv 2 onces d'or

**

20 mètres de toile \equiv 10 livres de thé
 2 mètres de toile \equiv 1 livre de thé

**

Pour pouvoir utiliser algébriquement le signe « = », posons tout d'abord :

10 mètres de toile \equiv 1 once d'or
 5 livres de thé \equiv 1 once d'or

Compte en argent :

1 mètre de toile \equiv 0,1 once d'or
 1 livre de thé \equiv 0,2 once d'or

Donc, avec le signe habituel :

$$20 \times 0,1 = 2 = 10 \times 0,2$$

(le tout en onces d'or, ou, si l'on veut, en imaginant qu'une once d'or vaut 2.500 francs) :

Prix d'une livre de thé	Fr. 500
Prix d'un mètre de toile	Fr. 250
$20 \times 250 = 5.000 \text{ Fr.} = 10 \times 500$	(le tout en franc)

Nous utiliserons le signe = lorsque l'ensemble sera exprimé en unités monétaires.

**

Il convient de se pencher sur les principales expressions du Premier Livre. La FORMULE GENERALE DU CAPITAL est écrite ainsi par Marx :

$$A \text{ ——— } M \text{ ——— } A'$$

A est l'argent; M, la marchandise.

La particularité de cette formule est que A' est plus grand que A.

L'argent et le marché doivent exister avant le capital :

« La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au xv^e siècle. » (Ed. Soc., Livre I, Section II, Chap. IV, p. 151.)

Pour Marx la FORMULE DE LA CIRCULATION IMMEDIATE DES MARCHANDISES est :

$$M \text{ ——— } A \text{ ——— } M$$

Dans cette formule, il y a mercantilisme, mais non pas encore capitalisme : M est équivalent à M.

Les tirets font penser au signe *moins* de l'algèbre, et il est bon de les remplacer. Nous avons le signe \equiv , et nous pouvons écrire :

$$M \equiv A \equiv M$$

Mais cette formule est *statique* et nous apprend seulement qu'il existe une équivalence telle que :

$$10 \text{ livres de thé} \equiv 2 \text{ onces d'or} \equiv 20 \text{ mètres de toile}$$

Elle peut signifier l'inverse :

$$20 \text{ mètres de toile} \equiv 2 \text{ onces d'or} \equiv 10 \text{ livres de thé}$$

L'EQUIVALENCE est une chose, la CIRCULATION en est une autre. Marx passe à la dynamique économique. Il indique le *sens* du mouvement qui s'est produit et il écrit souvent :

$$M \rightarrow A \rightarrow M ; A \rightarrow M \rightarrow A'$$

Pour l'instant $M \rightarrow A \rightarrow M$ est REVERSIBLE. Le vendeur, après avoir vendu et acheté, peut revendre et racheter, toutes choses restant égales (le *patrimoine* comme l'*inventaire*).

C'est là la condamnation de l'école mercantiliste qui croit que l'augmentation de valeur surgit de l'échange.

Nous proposons cette symbolique :

$$M \rightleftharpoons A \rightleftharpoons M$$

Théorème : Il est exact également que $M \leftarrow \rightleftharpoons A \leftarrow \rightleftharpoons M$, et l'on peut écrire :

$$M \leftarrow \rightleftharpoons A \leftarrow \rightleftharpoons M$$

Au contraire, la *formule générale du capital n'est pas réversible* :

$$A \rightleftharpoons M \leftarrow A'$$

Il est faux que :

$$A' \rightleftharpoons M \leftarrow A$$

Nous avons adopté le nouveau signe \leftarrow . Il signifie : passage à une valeur supérieure, par analogie avec le signe algébrique $<$ (inférieur à), tandis que $>$ signifie supérieur à.

Si $a = b$, on $a b = a$
 Si $a > b$, il est faux que $b > a$
 il est vrai que $b < a$

Toutefois ces formules algébri-co-statiques sont réversibles.

La formule économique (historique, sociale) de la production capitaliste n'est pas réversible.

$$A \implies M \Leftarrow A'$$

« La soif insatiable du gain, l'auri sacra fames, caractérise toujours le capitaliste. » (Mac Culloch : *The Principles of Politic Economy*, London, 1830, p. 179.) Cet aphorisme n'empêche pas naturellement le susdit Mac Culloch et consorts, à propos de difficultés théoriques, quand il s'agit, par exemple, de traiter la question de l'encombrement du marché, de transformer le capitaliste en un bon citoyen qui ne s'intéresse qu'à la valeur d'usage, et qui même a une vraie faim d'ogre pour les œufs, le coton, les chapeaux, les bottes et une foule d'autres articles ordinaires. (Livre I, Tome 1, p. 157, note 3.)

Marx (Ed. Soc., T. I, p. 155) établit qu' A' est supérieur à A , et il l'exprime par :

$$A' = A + \Delta A$$

Cette expression peut être laissée en algèbre ordinaire et différentielle.

Δ ou δ (delta) se lit : augmentation de, différence, incrément, différentielle (1).

*
**

SENS DU CYCLE PRODUCTIF CAPITALISTE :

Achat de marchandises pour : $A \implies M$

Vente de marchandises pour : $M \Leftarrow A'$

$$\text{Avec : } A' = A + \Delta A$$

Cet excédent, ce surcroît ΔA , nous l'appelons plus-value.

On peut observer que M a changé dans les deux actes d'échange. Tout d'abord, il s'agit de *matières premières* et de *forces de travail*; il s'agit ensuite du *produit*.

Marx, dans ce premier chapitre, n'écrit pas :

$$A \implies M \Leftarrow M' \implies A$$

$$A' = A + \Delta A$$

comme on peut l'indiquer dans un but didactique.

« La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte

(1) Le symbole A (Argent) du texte français devient G en allemand (Geld), M en anglais (Money) et D en italien (Denaro).

que l'échange d'équivalents serve de point de départ. Notre possesseur d'argent, qui n'est encore capitaliste qu'à l'état de chrysalide, doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il en avait avancé. La métamorphose de l'homme aux écus en capitaliste doit se passer dans la sphère de la circulation et en même temps doit ne point s'y passer. Telles sont les conditions du problème. *Hic Rhodus, hic salta!* » (*Le Capital*, Livre I, Tome 1, pp. 168-169.)



Le capital anticipé sous forme d'argent est divisé en deux parties : le capital constant et le capital variable; le premier est consacré à l'achat de matières diverses (matières premières et auxiliaires), le second paye le salaire des ouvriers (force de travail). (Livre I, Tome 1, p. 207.)

Chez Marx, le capital argent total anticipé, désigné jusqu'à présent par la lettre A, est désigné par la lettre C. On adopte deux minuscules (c et v) pour désigner ses deux parties. Nous écrivons :

$$C = c + v$$

L'argent retiré (A') de la vente des produits finaux se désigne par C' > C.

L'augmentation (plus-value) est désignée par p. (Ed. Costes; on doit écarter le *pl* des Editions Sociales, étant donné que les deux lettres à la suite indiquent en algèbre une multiplication.)

La formule est donc :

$$C' = C + p = c + v + p$$

(Même Malthus avait compris qu'il faut ôter la partie fixe : la valeur des installations.)

« Si nous comptons la valeur du capital fixe employé comme faisant partie des avances, nous devons compter à la fin de l'année la valeur persistante de ce capital comme faisant partie de ce qui nous revient annuellement. » (Malthus : *Princ. of Polit. Econ.* 2^e éd. London, 1836, p. 269. Note 1 de la page 211, Tome I, Livre I.)

En allemand, original de Marx, cette formule s'écrit :

$$K' = K + m = k + v + m$$

(K : konstantes ; v : veränderliches ou variables ; m : Mehrwert)

Puisque toutes ces formules sont entièrement algébriques en exprimant les cinq lettres en unités argent, il convient d'utiliser les lettres minuscules; nous adoptons :

Capital constant (frais de marchandises) :	c
Capital variable (frais de travail) :	v
Capital anticipé (frais totaux) :	k = c + v
Plus-value (bénéfice) :	p
Capital final (vente des produits) :	k' = k + p = c + v + p

On pourra ainsi toujours opérer algébriquement.

RAISONNEMENT DE L'ECONOMIE BOURGEOISE

Ce que nous appelons k' est toujours la valeur du produit (facturé = produit brut). Pour l'obtenir, le capitaliste a anticipé $k = c + v$, qu'il retrouve à la vente. Il lui reste le produit net $k' - k = k' - (c + v) = p$. Le produit net ou *profit*, en valeur absolue, est notre plus-value.

Pour les bourgeois, le taux de profit est :

$$\frac{\text{PRODUIT NET}}{\text{PRODUIT TOTAL}} = \frac{\text{PROFIT}}{\text{CAPITAL FINAL}} = \frac{p}{c + v + p}$$

Pour Marx, le taux de la plus-value est :

$$s = \frac{p}{v}$$

Les deux formules découlent de l'adoption de deux critères différents pour répartir le produit du travail entre ouvrier et capitaliste.

Le procédé de Marx consiste à poser $c = 0$. (Dédution sociale; Cf. dans le texte *Eléments de l'Economie marxiste*, le paragraphe 16; *Programme Communiste*, n° 3, p. 37.)

Alors, le produit est : $v + p = k'$.

Si le produit se mesure en heures de travail et non en argent; si nous imaginons qu'il est produit en une journée de 12 heures; si r est le produit d'une heure, il vient :

$$\frac{k'}{12} = r; \quad \frac{v}{r} = \frac{v}{k'} 12 = n$$

$$\frac{p}{r} = \frac{p}{k'} 12 = e$$

Comme il est clair que $n + e = 12$, les deux symboles expriment deux temps de travail.

Travail nécessaire : n

Il revient à l'ouvrier : $rn = v$; salaire journalier.

Surtravail : e

Il revient au capitaliste : $re = p$; plus-value ou profit.

D'où la proposition fondamentale :

$$\frac{\text{Surtravail}}{\text{Travail nécessaire}} = \frac{\text{Plus-value}}{\text{Capital variable}} = \text{taux de la plus-value} = \frac{p}{v}$$

Le raisonnement bourgeois est, au contraire :

$$\frac{\text{Surtravail}}{\text{Journée de travail}} = \frac{\text{Produit net}}{\text{Produit total}} = \frac{p}{(c) + v + p}$$

et ce rapport est toujours inférieur au précédent.

**

LOI GENERALE DE LA PLUS-VALUE.

(Texte au paragraphe 17 des « Eléments de l'économie marxiste » - « Progr. Com. », N° 3, p. 38.)

- On considère un seul ouvrier et une seule journée de travail.
- Symboles adoptés, comme ci-dessus : c , v , p , k' .
- Nombre d'heures de travail : t (dans l'exemple précédent 12).
- Temps de travail nécessaire : n heures.
- Temps de surtravail : e heures.
- Le produit de la journée est k' .
- Une partie sert à payer le fournisseur du capital constant c :

$$k' - c = c + v + p - c = v + p$$

Avec la somme $v + p$ doivent être satisfaits seulement l'ouvrier et le capitaliste. Nous supposons qu'ils sont payés en unités du produit k' , toujours convertible en monnaie, et dont il reste $v + p$. (On comprend ici pourquoi on pose $c = 0$.)

Si t est le nombre d'heures, le produit horaire net est :

$$\frac{k' - c}{t} = \frac{v + p}{t}$$

A combien d'heures correspond le salaire v ?

$$n = \frac{v}{\frac{v + p}{t}} = v \frac{t}{v + p} \text{ temps de travail nécessaire}$$

A combien d'heures correspond le profit p ?

$$e = \frac{p}{\frac{v + p}{t}} = p \frac{t}{v + p} \text{ temps de surtravail}$$

On vérifie que $n + e = v \frac{t}{v + p} + p \frac{t}{v + p} = \frac{v + p}{v + p} t = t$ (journée).

Et que :

$$\frac{e}{n} = \frac{p \frac{t}{v + p}}{v \frac{t}{v + p}} = \frac{p}{v} = s \text{ (taux de la plus-value)}$$

Loi déjà indiquée : le rapport du surtravail au travail nécessaire donne le taux de la plus-value, c'est-à-dire le rapport du profit au capital variable.

**

REUNION « VERTICALE » DE DEUX ENTREPRISES

(Cf. le texte du Chap. 20 ; parag. 44, « Programme Com. » N° 3)

SYMBOLES ADOPTÉS	PREMIÈRE ENTREPRISE	ENTREPRISE PRÉCÉDENTE absorbée	ENTREPRISE UNIFIÉE
Valeur des installations fixes	a	a'	a''
Cote annuelle d'amortissement	q	q'	q''
Salaires journaliers	w	w'	w''
Nombre de journées de travail dans une année	j	j'	j''
Nombre d'ouvriers	o	o'	o''
Capital variable	v = wjo	v' = w'j'o'	v'' = w''j''o''
Coût des matières premières	m = l'	m'	m'' = m'
Frais accessoires	h	h'	h''
Profit net annuel	p	p'	p''
Capital constant	c = q + m + h	c' = q' + m' + h'	c'' = q'' + m'' + h''
Vente des produits	l	l'	l'' = l

Bilan de la première entreprise :

Entrées, par la vente
des produits

$$q + m + h + v = c + v ; c = q + m + h \quad (1)$$

Frais

Bénéfice

$$p = l - (c + v)$$

Bilan de la seconde entreprise :

$$c' = q' + m' + h' ; l' = m$$

$$c' = l' - p' - v' = m - (p' + v') \quad (2)$$

$$p' = l' - (c' + v')$$

Bilan de l'entreprise unifiée :

$$p'' = l'' - (c'' + v'') = l - (c'' + v'')$$

Confrontation de l'entreprise unifiée avec la première entreprise :

Capital constant :

$$c'' = q + h + q' + h' + m' \quad [\text{en utilisant (1) et (2)}]$$

$$c'' = c + q' + h' + m' - m = c + c' - m \quad (3)$$

$$= c + m - (p' + v') - m = c - (p' + v')$$

Capital variable :

$$v'' = v + v'$$

Bénéfice :

En rappelant que $l = l''$ et la relation (3), on a :

$$p + p' = l - (c + v) + m - (c' + v') = l'' - (c + c') - (v + v') + m$$

$$= l'' - (c'' + m) - v'' + m = l'' - (c'' + v'') = p''$$

Capital total anticipé :

$$c'' + v'' = c'' + v + v' = c - (p' + v') + v + v' = c + v - p'$$

Capital total final :

$$l'' = c'' + v'' + p'' = c + v - p' + p'' = c + v + p = l$$

Donc :

- a) le bénéfice a augmenté de la grandeur positive p' , passant de p à p'' ;
- b) le capital variable a augmenté de la grandeur positive v' , passant de v à v'' ;
- c) le capital constant a diminué de $p' + v'$ (tous deux positifs) ;
- d) le capital total anticipé a diminué de p' (positif) ;
- e) le capital total final est resté inchangé.

Donc, le bénéfice (profit, plus-value) ne trouve pas sa cause dans le capital total, ni dans le capital anticipé, ni dans le capital constant, mais dans la seule variable concordante, le capital variable V .

En outre, si le taux de la plus-value est le même dans les deux entreprises, il l'est également dans l'entreprise unifiée :

$$\frac{p}{v} = s ; \quad \frac{p'}{v'} = s' ; \quad \frac{p''}{v''} = s''.$$

Au contraire, le taux de profit est $\frac{p}{l}$ dans la première entreprise ; $\frac{p'}{l'}$ dans l'entreprise absorbée, et $\frac{p''}{l''} = \frac{p + p'}{l}$ dans l'entreprise unifiée.

Il augmente donc nécessairement lorsque l'on passe de la première entreprise à l'entreprise unifiée, même s'il était équivalent pour la première entreprise et l'entreprise absorbée ($p' = l' \frac{p}{l}$). On voit ainsi apparaître le lien analytique rationnel entre capital variable et gain du capital, quels que soient le capital constant (en circulation) et le capital fixe (installations productives). C'est là que réside la doctrine toujours valide de la *plus-value*.

En étendant la réunion verticale de deux entreprises à toute la production, on démontre que tout le capital social est capital variable plus plus-value (c'est-à-dire travail). Il est donc tout aussi réel que rationnel de poser $c = 0$, comme nous l'avons fait plus haut.

**

SUBSTITUTION DE MACHINES AUX OUVRIERS

(Cf. « Pro. Com. », N° 4, p. 28)

Bilan de l'entreprise :

$$l - (q + h + m + v) = p \quad v = wjo$$

Taux de la plus-value :

$$s = \frac{p}{v}$$

On introduit une machine dont le coût est a' avec une cote d'amortissement

de q' . Cette machine travaille m' matières premières sur les m totales (en valeur). On licencie o' ouvriers, qui étaient payés wjo' à l'année.

Augmentation de frais : q' }
 Diminution de frais : wjo' } que nous supposons égaux.

Si le produit l et le profit p restent les mêmes, il se vérifie malgré tout une augmentation du taux de la plus-value qui passe de $\frac{P}{v}$ à $\frac{P}{v - wjo'}$ ou

$\frac{P}{wj(o - o')}$, fraction dont le dénominateur est inférieur à la première et qui lui est donc supérieure.

Mais le capitalisme n'est poussé à introduire cette machine que lorsqu'il y a un gain supplémentaire, c'est-à-dire lorsque wjo' est plus grand que q' . Par la suite, si le machinisme est introduit non plus dans une seule entreprise, mais dans toutes les entreprises qui fabriquent le même produit, il semblerait que le profit dussent retourner au même niveau, puisque la diminution du coût de production fait abaisser les prix dans la proportion suivante :

$$\frac{q + h + m + q' + (o - o')wj}{q + h + m + owj}$$

et d'autant plus que les frais de main-d'œuvre $o'wj$ sont plus grands que les frais q' d'amortissement de la nouvelle machine.

Nous avons toujours supposé que le volume de la production restait constant. Donc la machine produit deux effets : CHOMAGE des ouvriers — AUGMENTATION DU TAUX DE LA PLUS-VALUE.

Pourtant, si le machinisme envahit toute la production, en plus du prix des produits c'est celui des matières premières et même des aliments qui diminuera, toutes choses restant égales d'ailleurs.

Mais si l'agriculture n'est pas mécanisée et prolétarisée sur le même rythme que l'industrie (comme c'est le cas pour tous les pays capitalistes), on aura bien une réduction du prix des objets manufacturés, mais qui s'accompagnera d'une augmentation des denrées alimentaires, fait général à l'intérieur du capitalisme.

**

REPARTITION DE LA VALEUR PRODUITE ENTRE LE CAPITALISTE ET LE SALARIE

(Chap. 32 ; « Pro. Com. », N° 4, p. 104)

Dans cette recherche Marx fait abstraction du capital constant et part de :

$$l = v + p = tu$$

t sont les heures de travail d'une journée et d'un ouvrier,
 u est la valeur produite en une heure.

Premier cas (I, Chap. XVII) : La durée de la journée de travail varie de t à t' heures — le salaire v reste inchangé

$$l' = v + p' = t' u$$

Le produit l augmente dans le rapport $\frac{t'}{t}$ en passant de $t u$ à $t' u$: la plus-value devient :

$$p' = l' - v = l + (t' - t) u - v = l - v + (t' - t) u = p + (t' - t) u$$

Elle a donc augmenté de tout le produit des heures supplémentaires. Le taux de la plus-value croît de la même manière, passant de $\frac{p}{v}$ à $\frac{p'}{v'}$.

Second cas (I, Chap. XVII) : La durée de la journée de travail reste inchangée, c'est l'intensité du travail qui varie, passant, pour l'entreprise considérée de u à u' :

$$l = v + p = tu ; \quad l' = v + p' = tu' = l + t(u' - u)$$

Le produit augmente de $t(u' - u)$.

Le salaire est constant.

La plus-value croît — de même que son taux :

$$p' = l' - v = l - v + t(u' - u) = p + t(u' - u)$$

Troisième cas (1^{er} cas du Chap. XVII) : La productivité du travail, c'est-à-dire son intensité dans tout le domaine de la production, varie :

On a toujours u qui est devenu u' ; supposons que $u' = z u$.

On doit retenir alors que tous les prix baissent dans le rapport $1/z$, et cela tant pour la valeur des produits que pour celle des matières premières (qui ne figurent pas dans nos relations) et des salaires.

Dans la relation :

$$p' + v' = t u' = l'$$

l' est équivalent à l , car la quantité produite augmente, mais le prix diminue dans le même rapport.

v' baisse à $\frac{v}{z}$

La plus-value p' augmente :

$$p' = l' - v' = l - \frac{v}{z} = p + v - \frac{v}{z} = p + v \left(1 - \frac{1}{z}\right)$$

son taux augmente également (z est toujours supérieur à 1) :

$$s' = \frac{p'}{v'} = \frac{p + v \left(1 - \frac{1}{z}\right)}{\frac{v}{z}} = \frac{z p + z v \left(1 - \frac{1}{z}\right)}{v}$$

$$= z \frac{p}{v} + (z - 1) = z s + (z - 1)$$

Ou bien : $s' = z s + (z - 1)$.

Le premier taux s augmente dans le rapport z et en outre croît de $z - 1$. Par exemple si z (augmentation générale de la productivité) est de 20 % et si l'ancien taux de la plus-value était de 50 %, z vaut 1,20 et le taux devient $1,20 \times 0,50 + (1,20 - 1) = 80$ %.

« Dans le système capitaliste l'augmentation générale de la productivité technique laisse le salaire réel inchangé et va toute au bénéfice du capital. »

LE ROLE DU PARTI DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

Troisième partie

BILAN DU BOLCHEVISME (*fin*)

Nous publions ici le dernier article d'une série de trois études groupées sous le titre général : Le rôle du Parti dans la Révolution russe. Elles ont paru dans cette revue de la façon suivante :

1. - Marxisme et populisme - n° 5 octobre 1958.
2. - Bolchevisme et Menchevisme - n°s 6 et 7, janvier et avril 1959.
3. - Bilan du Bolchevisme (1^{re} partie) - n° 9, octobre 1959.

A peine victorieuse, la révolution d'Octobre se heurta à de terribles difficultés. Non sans peine et sans déchirements internes, les bolcheviks avaient signé la paix avec l'Allemagne, perdant d'importants territoires qu'ils étaient dans l'impossibilité de défendre, « cédant de l'espace pour gagner du temps ». Mais immédiatement après le traité, ils se trouvèrent aux prises avec la contre-révolution blanche, encouragée et soutenue par les puissances capitalistes de l'Ouest. Avec le soulèvement de Kalédine sur le Don, de Dourov dans l'Oural, la menace finlandaise sur Péetrograd, le débarquement anglais à Arkangelsk, l'insurrection des prisonniers tchécoslovaques sur la Volga, l'avance des Cosaques de Krasnov, l'offensive de Dénikine dans le Kouban, le débarquement japonais à Vladivostok, ce n'est pas une mais vingt contre-révolutions que les bolcheviks devaient combattre.

Après plus de deux ans de combats sans merci, les troupes blanches et les corps de débarquement étrangers furent défaits ou refoulés. Mais cette victoire laissait la Russie dans une situation effroyable. Production, transports et échanges étaient pratiquement tombés à zéro. A la dure épreuve de la guerre civile succédait une épreuve plus dure encore, celle de la réorganisation de la production et de la vie civile. Période qui devait durer de longues années, traversée par des crises, des disettes et des famines et qui se déroula toujours, même aux moments les moins difficiles, sous le signe de la pénurie. En raison de la défaite subie par la révolution européenne, cette situation exerça sur la structure économique russe une influence décisive. Nous en examinerons d'abord ici les principales répercussions politiques.

Pendant la guerre civile, toute la science économique des bolcheviks tenait en un seul mot : *coercition*. Dans la période qui suivit, il leur fallut revenir à un système plus souple tendant à ranimer le mécanisme du marché, sans que pour autant la dictature politique s'en relâchât. Et c'est précisément ce que nous devons ici expliquer et justifier. En cette phase difficile de la révolution, il ne s'agissait pas essentiellement de gravir quelques gradins d'une transformation socialiste dont les premiers échelons ne se distinguaient même pas des

tâches qui incombent historiquement au capitalisme : industrialisation et concentration productive. Il fallait avant tout faire vivre la population, équiper et entretenir une armée contre toute menace extérieure, renforcer le pouvoir, attendre la révolution européenne. Dans ce but, on pouvait bien desserrer la contrainte économique sur les producteurs, il ne fallait à aucun prix céder d'un pouce sur la question du pouvoir d'Etat.

Or c'est précisément sur cette double attitude de relative tolérance dans le contrôle économique et de renforcement de la dictature, que portèrent diverses critiques émanant d'éléments de gauche de l'Internationale, qui formulaient des griefs devenus classiques depuis et qui, plus ou moins directement, ont toujours quelque peu influencé les différents « redresseurs » du mouvement stalinien. Ces critiques portent sur deux points : 1° En exerçant *seul* le pouvoir, le parti de Lénine aurait inconsciemment et inconsidérément préparé les voies de Staline ; 2° En relâchant les mesures initiales de contrôle étatique de la production, il aurait donné le signal d'un « abandon du socialisme ».

A la première objection, celle qui reproche à Lénine de n'avoir pas tenu les promesses démocratiques de son programme et d'avoir éliminé les non-bolcheviks, il n'est pas difficile de répondre. En tant que révolution *populaire*, non pas seulement prolétarienne mais également démocratique, la révolution d'Octobre comptait dans ses revendications les *libertés* classiques : de réunion, d'association, de la presse, etc. Mais il est bien évident que ces libertés n'étaient consenties qu'aux classes *alliées* au prolétariat (d'où la formule de Lénine : dictature démocratique des ouvriers et des paysans) et que pour autant qu'elles respectaient les clauses du pacte politique passé avec le parti de la classe ouvrière. On ne peut faire grief aux bolcheviks d'avoir été contraints de réduire ces libertés du fait que les forces politiques réactionnaires trouvèrent un appui appréciable du côté de cette masse paysanne qui avait auparavant soutenu la révolution. C'est là l'explication bien simple de la dissolution de la Constituante au sein de laquelle, en vertu de ce retournement politique des campagnes, la population rurale avait donné la majorité, non pas au parti qui avait *fait* la révolution, mais à ceux qui l'avaient sabotée. C'est aussi la justification des diverses mesures draconiennes qui scandalisèrent les démocrates d'Occident : la suppression de la liberté de la presse, le rétablissement de la peine de mort. Ces décisions ne constituaient nullement, de la part de Lénine et des bolcheviks, un reniement de leur position antérieure. Ils savaient à quoi s'en tenir sur la nécessité de la dictature et de la violence et aucune position de principe ne les empêchait de dissoudre un organisme parlementaire et d'exercer la terreur politique dans le pays. Lénine en particulier s'était exprimé sans ambages à plusieurs reprises sur ce sujet. Mais ayant prévu *toutes les voies possibles* de la révolution russe, il s'était efforcé, honnêtement et *sagement*, de gagner pacifiquement à la cause du socialisme une masse considérable de petits producteurs auxquels la révolution avait donné des lots de terre mais que cet usufruit n'avait pas encore corrompu. Il ne croyait certes pas, ni aux vertus du démocratisme, ni à la possibilité du compromis entre les classes, et il savait bien que la rupture entre le vrai prolétariat de la ville ou de la campagne et la masse de petits producteurs qui détenaient maintenant des *moyens de production*, viendrait inévitablement. Mais il escomptait que la révolution européenne, elle, se produirait avant, alors que chaque mois qui passait, en aggravant les diffi-

cultés internes, et par suite la misère du petit producteur, le livrait toujours davantage à l'influence contre-révolutionnaire des riches et des spéculateurs de la campagne.

L'explication de l'élimination du pouvoir des partis non-marxistes est plus simple encore. Leur participation à la vie politique des Soviets constituait véritablement un caractère original de la révolution russe qui avait mobilisé, non pas une mais *deux classes*, et devait donc accorder à chacune d'entre elles les représentants de son choix. Les socialistes-révolutionnaires de gauche, expression de la paysannerie révolutionnaire, durent quitter le gouvernement après la signature de la paix de Brest-Litovsk lorsque, dans leur rage de n'avoir pu faire triompher leur thèse sur la « guerre révolutionnaire » contre l'Allemagne, ils pensèrent forcer la main au pouvoir par une provocation : un attentat perpétré contre l'ambassadeur de ce pays. Simultanément, ils se révoltèrent. Leur éphémère rôle révolutionnaire était terminé : ils revenaient au terrorisme, sans plus savoir pourquoi et contre qui ils allaient à nouveau jeter la bombe.

Quant aux mencheviks, qui avaient fait leur preuve dans le camp des liquidateurs de la révolution, ils confirmèrent leur rôle au cours de la guerre civile. Dans de nombreuses provinces, ils disputèrent le pouvoir aux Soviets, mais juste le temps de le céder à la contre-révolution blanche. Ils mettaient sur pied des coalitions « démocratiques », c'est-à-dire d'éphémères pouvoirs où coexistaient tous les conciliateurs qui avaient soutenu Kérénsky, mais tout de suite après subissaient la fêrule des bravaches de l'armée contre-révolutionnaire blanche, qui les méprisaient autant qu'ils haïssaient les « Rouges ». Pour se convaincre du rôle joué par ces opportunistes, sur le sort desquels la social-démocratie de l'Ouest versait des larmes de crocodile, il suffit de considérer ce que devinrent leurs éphémères gouvernements, en Georgie notamment, où, en général, ils n'écartaient les forces locales des bolcheviks que pour se faire déposséder du pouvoir, à coups de knout ou de mitrailleuses, par les Cosaques ou les mercenaires de l'Entente.

En résumé, l'attitude contre-révolutionnaire de tous ces « faux » socialistes était patente et la fable impudente du martyr de la social-démocratie russe promue au rang de victime du « totalitarisme soviétique » n'aurait jamais rencontré un crédit sérieux si la répression menée plus tard par la contre-révolution stalinienne n'avait provoqué une telle horreur qu'elle ait réussi, par réaction, à blanchir jusqu'à des adversaires indiscutables du véritable mouvement communiste.

Mais il nous faudra examiner avec plus de soin la crise sociale et politique interne qui culmina dans l'insurrection de la garnison et des ouvriers de Cronstadt en 1921. Tous les historiens et tous les publicistes se sont accordés à reconnaître que cette crise n'avait pas été étrangère au changement survenu dans la *politique économique* des Soviets, et Lénine n'en a pas fait mystère non plus. Il faut donc se pencher sur la situation économique de cette période pour comprendre pourquoi et comment une telle crise est survenue.

Avec le recul des années les données, sur ce point, ne sont pas devenues plus nettes, parce qu'à une première erreur (qui, elle, émanait des « gauches » du mouvement) selon laquelle la Nouvelle Politique Economique aurait signifié l'*abandon du socialisme* à cause du retour au mécanisme du marché,

est venue s'ajouter l'imposture cent fois plus monstrueuse du stalinisme qui, lui, affirme que le socialisme est *compatible* avec l'économie mercantile. La vérité c'est que les rapports de production russe, ni avant, ni pendant, ni après la N.E.P. n'ont été socialistes.

Devant les difficultés du ravitaillement des villes, la faiblesse de la production industrielle qui ne donnait aux paysans ni les outils, ni les vêtements, ni les engrais qui leur étaient nécessaires (et instaurait ainsi un système de troc entre denrées et produits manufacturés qui tarissait tout approvisionnement normal des uns et des autres), devant le mécontentement qui en résultait et qui créait, jusque chez les travailleurs, un climat favorable à la propagande contre-révolutionnaire, Lénine fut donc conduit, en 1921, à proposer au parti sa *Nouvelle Politique Economique* — la fameuse N.E.P. — dont l'objectif était de stimuler la production et la circulation normale des biens de consommation en donnant plus de champ et de liberté à la production *privée*.

De divers côtés la N.E.P. fut franchement attaquée comme une trahison du communisme : au sein de certaines fractions ouvrières et même dans le parti bolchevik, mais surtout parmi cette catégorie politique qui fut comme une scorie de la révolution russe, les anarchistes-communistes, toujours prompts à déceler des indices de « l'effet corrupteur » du pouvoir sur les révolutionnaires. Reprises plus tard par quelques tendances d'opposition anti-staliniste, ces critiques aboutirent à cette idée absurde que le cours de la dégénérescence stalinienne remontait jusqu'à la N.E.P. Il est bien visible que cette position implique une contradiction paradoxale. En bons internationalistes, ces adversaires *a posteriori* de la N.E.P. admettaient que l'échec de la révolution russe était imputable à son isolement, donc *ipso facto*, à son « arriération », à l'impossibilité d'y réaliser ce socialisme que, par ailleurs, Lénine aurait « abandonné » par des concessions à la production privée ! On voit par là qu'il ne suffit pas de se déclarer l'adversaire du stalinisme pour échapper à l'aberration théorique qui lui servit de justification : le socialisme dans la seule Russie.

La vérité c'est qu'il n'est pas possible de comprendre la N.E.P. sans se référer à un principe internationaliste de la révolution socialiste, particulièrement impératif pour la Russie de 1917, mais valable pour n'importe quel pays où le prolétariat prendrait le pouvoir. Le socialisme ne peut être intégralement acquis que lorsque la révolution prolétarienne a triomphé dans toutes les grandes puissances modernes qui, au sein du capitalisme, dominant déjà le processus économique mondial. Ce qui ne veut pas dire que le prolétariat doit être victorieux dans tous ces pays *à la fois* (la stupide historiographie stalinienne avance que Lénine aurait « enrichi » le marxisme en « découvrant » que la révolution peut commencer dans *un seul pays*). Mais cela signifie que, jusqu'à la victoire du prolétariat dans les grands pays impérialistes, les mesures socialistes qui sont déjà réalisables dans les régions où il détient le pouvoir sont *subordonnées* aux exigences de la stratégie de lutte internationale pour la victoire dans les autres pays. (C'est-à-dire exactement le contraire de ce que dit la doctrine de Staline qui, elle, subordonna la stratégie internationale aux exigences de la prospérité russe.)

En promulguant la N.E.P., Lénine et Trotsky savaient bien que la lutte *décisive* pour le socialisme ne se livrerait pas sur le terrain de l'importance

respective de la production étatique et de la production privée en U.R.S.S., mais sur celui de la lutte armée du prolétariat occidental dont le point d'appui, la réserve militaire et le centre de direction politique se trouvaient, par nécessité historique, à Moscou. Rien d'essentiel n'était perdu aussi longtemps que le pouvoir russe restait aux mains du parti bolchevik, même s'il fallait, pour le conserver, relâcher la pression sur la paysannerie et sur les producteurs indépendants.

Quelle était donc la politique économique qui existait dans la Russie d'Octobre avant la N.E.P. et sur laquelle certains versèrent tant de pleurs ? C'était l'économie, non moins fameuse, du *communisme de guerre*, à propos duquel Lénine et Trotsky eurent longuement à s'expliquer. C'était un système de contrôle et de coercition économique, adopté au moment de la guerre civile et qui avait permis aux bolcheviks d'assurer à l'armée et à la population un minimum de ravitaillement et d'approvisionnement en produits manufacturés (armes, vêtements). Il est clair que le nom même donné à cette politique était impropre et porte une part de responsabilité dans la confusion qui suivit. « Communisme » et « guerre » sont deux termes qui jurent côte-à-côte.

Pour la Russie, la guerre fut sans doute une saignée terrible et provoqua une réduction énorme des moyens matériels et humains indispensables à l'avènement ultérieur du socialisme. On doit noter à ce propos l'injustice des reproches adressés à Lénine, quelquefois même à titre posthume. On lui a fait grief d'avoir soutenu, avant la prise du pouvoir des revendications que, par la suite, il n'a pu satisfaire : une paix démocratique, une amélioration du sort des ouvriers et des paysans, alors qu'il a dû signer un traité ignominieux et rationner les populations. La critique ne serait valable que si elle prouvait que Lénine avait surestimé les possibilités russes. Or rien n'est plus faux. Tout au plus a-t-il surestimé les possibilités révolutionnaires du prolétariat d'Occident. Mais il est bien évident que ce n'est pas à lui qu'il faut en faire un grief. Quant aux conditions russes, il est non moins évident qu'elles n'auraient jamais été aussi désastreuses si ce même prolétariat occidental avait eu la force, par sa propre action, de rendre impossible ou d'écourter l'intervention étrangère qui fut le soutien et la cause de la contre-révolution blanche.

Cette guerre civile, il a bien fallu pourtant que le prolétariat russe la fasse seul et c'est précisément pour pouvoir affronter cette tâche écrasante que le pouvoir soviétique instaura ce trop fameux « communisme de guerre » qui n'était rien d'autre que le classique *état de siège* de tout pays assailli. Il portait un sceau de classe puisque la masse laborieuse y mangeait mieux que les catégories oisives, mais il n'était en rien *socialiste*. Prendre en mains le ravitaillement, organiser la répartition des produits et leur transport, sont des initiatives que, de tous temps, tous les pouvoirs révolutionnaires en péril ont su adopter. Les Russes y ajoutèrent la réquisition du grain, la réouverture forcée, sous la direction des ouvriers, des entreprises abandonnées par leurs propriétaires. Mais de telles mesures ne peuvent durer qu'autant que dure la guerre. Dès lors qu'il n'était matériellement pas possible de créer de toutes pièces une vaste industrie d'Etat et de lancer de même des entreprises agricoles modernes, mécanisées et utilisant un grand nombre de salariés, il n'y avait pas d'autre ressource, pour développer les forces productives, que de laisser renaître certains secteurs du capitalisme privé. Il fallait surtout desserrer la contrainte

qui paralysait la production agricole ; c'est ce que fit la Nouvelle Politique Economique en substituant aux draconiennes réquisitions de blé une *redévance en nature* perçue sur le paysan et fixée une fois pour toutes.

Que ces concessions aient eu le caractère d'un *recul* par rapport à la période précédente, ce n'est pas douteux, puisqu'elles réduisaient l'emprise de l'Etat sur la circulation et la production des denrées. Mais ce n'était un recul que par rapport à l'*étatisme* révolutionnaire de la phase antérieure, et non par rapport à un « socialisme » encore inexistant. C'est à tort qu'on a souvent considéré comme d'authentiques mesures socialistes la réquisition des usines par leur personnel ouvrier durant la période du « communisme de guerre ». Sans plan d'ensemble il n'y a pas de socialisme, même du type « inférieur », qui doit encore tolérer la comptabilité autonome des entreprises, le salaire, la monnaie tout en amorçant leur disparition progressive. Or l'occupation et la remise en marche des fabriques par les travailleurs ne répondaient pas à des directives générales et coordonnées. Il s'agissait le plus souvent d'entreprises que leur propriétaire avait fermées, réduisant ainsi le personnel au chômage : les rouvrir, c'était au moins donner du pain et du travail à quelques ouvriers. Une expropriation massive, systématique, aurait dépassé les possibilités de la Russie de cette époque qui, selon Trotsky, « demeuraient bien inférieures aux plus sommaires nationalisations ». Tout autre chose donc que ce « communisme » dont une terminologie malheureuse a accrédité l'illusion.

Lénine proposa la N.E.P. après les graves événements de Cronstadt, en 1921, au cours desquels la garnison de la citadelle et la population de la ville se révoltèrent contre le pouvoir de Moscou. Les causes de cette révolte étaient simples : mécontentement populaire à cause du ravitaillement défectueux, irritation devant les tracasseries administratives et, d'une façon générale, lassitude devant les privations et les souffrances dues à la guerre. La revendication posée avait une portée plus sérieuse parce qu'elle était *politique* : élargissement démocratique des Soviets. Seuls les anarchistes, qui imaginent volontiers que tout peut être résolu par la *volonté* des hommes, et qui ont effectivement écrit que les ouvriers, là où on les en a laissés libres, « ont mieux organisé la production que les officiels », peuvent croire que les difficultés de cette période résultent de ce que le centre du parti « n'écoutait pas » les doléances de la « base ». D'autre part, c'était là le seul argument des « oppositions ouvrières » à l'intérieur du parti, que nous n'avons pas la place d'étudier ici : nous devons nous borner pour l'instant à confronter la brutalité des faits avec la ligne du parti bolchevik.

On sait que la révolte de Cronstadt coïncida avec le X^e Congrès du parti russe, dont les travaux furent profondément marqués par l'éclatement de cette véritable catastrophe. La révolte fut très sévèrement réprimée. La façon dont fut conduite la répression souleva d'autant plus d'indignation que l'armée rouge ayant refusé de marcher contre les insurgés, le pouvoir n'avait pas le choix des moyens, tandis que l'opinion générale chez les soldats, les paysans et même les ouvriers trouvait *légitime* la revendication posée, en considérant surtout l'aspect économique. Trotsky a très bien résumé l'acuité du marasme économique lorsqu'il écrit : « Le régime de la *ration de famine* était lié à des troubles croissants qui ont amené en fin de compte l'insurrection de Cronstadt. » Cette répression constitue une telle tache sombre dans toute

l'histoire du parti bolchevik que, dans les divers groupuscules d'opposition anti-staliniste, il fut longtemps discuté, en passant à la critique tous les aspects de la révolution russe, si le mouvement à reconstruire devrait ou non *revendiquer* l'écrasement de la rébellion de Cronstadt. La réponse ne peut être faite qu'en fonction de la critique de la perspective politique générale de cette période. En d'autres termes, il s'agit de déterminer quelles auraient été les conséquences politiques de ces événements si le parti bolchevik avait accepté la revendication des insurgés. Nous rejetons d'un point de vue de principe que la décentralisation et l'autonomie des secteurs productifs aient pu constituer des solutions valables pour mettre fin aux difficultés que traversait alors la Russie. Le centralisme est d'autant plus nécessaire que la désorganisation est grande et les désastres étendus. Le plus parasitaire et le plus bureaucratique des appareils est alors préférable à l'anarchie des efforts contradictoires et isolés. L'ignorer serait faire fi de l'enseignement de plusieurs révolutions. A l'égard de l'épisode de Cronstadt, la seule question qui se pose donc est de savoir si l'« élargissement démocratique » du pouvoir que réclamaient les insurgés était possible sans risque pour le sort de la révolution. Il suffit de considérer quelle fut alors l'attitude des gens de *l'autre camp social* pour se convaincre qu'il ne s'agissait nullement de *démocratie* plus ou moins réelle ou à « améliorer », mais encore et toujours de l'alternative : dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.

Le détail des responsabilités initiales de cet épisode est encore mal connu, et on ne doit pas rejeter *a priori* l'hypothèse d'une maladresse extrême, toute « bureaucratique » et paniquarde, des fonctionnaires politiques qui furent les premiers en contact avec les délégués de Cronstadt, dont les revendications, au départ, se présentaient sous un jour très pacifiques. Pour notre compte, nous abandonnons au zèle policier des historiographes staliniens le soin de démontrer rétroactivement la présence, au cœur de l'insurrection, de la « main des gardes blancs ». A nos yeux, la confluence des lignes politiques n'exige ni la conclusion d'un accord formel ni la même finalité politique. Ce qui est indiscutable, comme le souligne Lénine, c'est que tous les agents politiques du capitalisme international ligué avec la contre-révolution monarchiste, opérèrent à cette même époque une volte-face édifianche. Après avoir vilipendé le système des Soviets, ils se mirent à en réclamer le fonctionnement effectif... à la condition qu'en soient éliminés les bolcheviks. « *Les Soviets sans Lénine et Trotsky* », tel devint alors leur mot d'ordre. Ceci éclaire la véritable portée, le *contenu* réel de la revendication démocratique posée par les insurgés, quelle que puissent être, par ailleurs, leur bonne foi révolutionnaire et leur légitime lassitude devant les sacrifices et les privations exigés. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un cas isolé. Il est fatal qu'au moment du fléchissement des succès de la lutte et d'un accroissement intenable des difficultés, apparaissent, même dans le camp révolutionnaire, d'inconscientes volontés de compromission. Jusqu'au sein du parti, il y eut, tout au long de la révolution et de la guerre civile, des tendances qui, plus ou moins ouvertement, se prononcèrent pour l'*accord* — sinon la réconciliation — avec divers éléments politiques ou tendances « intermédiaires », c'est-à-dire avec ceux qui, sous couvert du culte de la démocratie formelle et par concession involontaire à la rhétorique des « droits de l'homme » et de la « liberté », acceptaient sans s'en douter de

composer avec le capitalisme par l'admission implicite de ses propres méthodes d'organisation politique. Les Soviets, c'était la *forme* de l'Etat prolétarien et son instrument de dictature sur les classes déchues. Ergoter sur le fait qu'entraient dans leurs prérogatives des tâches d'administration directe et la nécessité d'en *délibérer* serait établir entre l'économique et le politique une distinction qu'il était justement dans leur rôle révolutionnaire d'abolir. Mais le cerveau et le nerf de la révolution c'était le *parti*. Et le ralliement subi des contre-révolutionnaires de l'extérieur à la forme « Soviet » démontre irréfutablement que son rôle révolutionnaire était conditionné, en définitive, par la nature politique et sociale du *parti politique* qui y dominait. Cette attitude montre en outre que la révolution russe, dans les conditions créées par le retard de la révolution socialiste européenne, *devait* passer par la terrible mais nécessaire répression de Cronstadt sous peine de perdre le seul lien qui la rattachait à la perspective d'une véritable révolution socialiste : son organisation politique de classe.

Ce serait fausser totalement l'enseignement de la révolution russe que d'admettre l'existence des difficultés insurmontables que dut affronter le pouvoir bolchevik, pour y voir uniquement, comme de nombreux critiques l'ont fait, des *circonstances atténuantes* à la trop grande fermeté du gouvernement des Soviets. Il est nécessaire, sans aucun doute, d'analyser ces difficultés pour pouvoir démasquer la vaste spéculation pseudo-humanitaire sur les « horreurs des bolcheviks », mais la conclusion doit en être dégagée sur un tout autre terrain. Il s'agit de savoir s'il y eut ou non contradiction entre cette politique et les principes fondamentaux du mouvement ; si la *pratique* russe fut ou non en accord avec la *théorie* déjà formulée par Engels et reprise par Lénine de la dictature du prolétariat : une forme de gouvernement appuyée « sur la force armée, sur l'armement, sur l'insurrection », et non sur telles ou telles institutions constituées « légalement », par la « voie pacifique ».

Sur ce point, il n'est pas possible de mettre en cause le bolchevisme quant à sa fidélité à la doctrine de Marx et à ses textes programmatiques fondamentaux, du « Manifeste » de 1848 à la critique d'Engels sur la question de l'Etat. Le pouvoir issu de la révolution d'Octobre était une dictature révolutionnaire. Le critère distinctif d'un tel pouvoir n'est pas l'ampleur de la violence qu'il peut être amené à employer, mais la direction dans laquelle elle s'exerce. Aussi longtemps qu'elle frappait les partis non-marxistes, elle ne pouvait entraîner aucun scrupule : les tendances et les formations que pourchassait le gouvernement des Soviets n'étaient ni révolutionnaires, ni prolétariennes, soit qu'elles aient directement partie liée avec cette social-démocratie européenne qui, dans les pays d'Occident, s'était ouvertement muée en complice du capitalisme, voire en exécuteur de ses hautes œuvres, soit qu'elles se soient livrées à un véritable chantage sur la misère des campagnes et de la ville pour en dresser la population contre les bolcheviks, comme le firent les socialistes-révolutionnaires.

Déterminer la signification sociale des mesures prises dans le domaine de la vie publique, de la discipline du travail et des libertés individuelles est plus complexe du fait du caractère *transitoire* de l'économie russe et de l'organisation qui y correspondait. Le niveau des forces productives était trop faible, la disposition des produits trop parcimonieuse, la qualification générale de

la main-d'œuvre trop insuffisante pour qu'on puisse attendre, en dehors des cadres du parti, une discipline spontanément acceptée par les travailleurs ; d'autant plus que tout le secteur agricole était pratiquement impropre à toute planification. Ces conditions entraînaient inévitablement la misère, mais encore ajoutaient-elles sans cesse le risque, dans ce pays où le contrôle ouvrier sur la production était le *maximum de regard* du prolétariat sur la marche de l'entreprise, de voir les intérêts directs des travailleurs mis en cause, selon l'expression même de Lénine, par des exigences « autres que celle de l'effort de développement des forces productives ». Ce qui signifie en termes crus que le caractère capitaliste de l'économie n'allait pas sans une réduction croissante de la part du prolétariat, non seulement parce qu'il fallait *accumuler*, mais encore parce que d'autres catégories et couches sociales avaient la possibilité pratique d'échapper aux sacrifices demandés à la plus grande partie de la population.

Il est bien évident que si ces divers aspects de la politique bolchevique peuvent faire objet de critique — et l'opposition de gauche ne s'en est pas privé — un jugement définitif ne pouvait être porté indépendamment de l'orientation générale de la politique russe. Aussi longtemps que celle-ci tendait tous les efforts du prolétariat vers la révolution occidentale, tous les défauts de l'organisation interne, tous les replis qui y étaient accomplis, d'ailleurs combattus avec conviction sinon avec efficacité, ne représentaient que des maux passagers qu'une victoire internationale aurait guéris sans difficulté. C'est seulement lorsque la politique de Moscou tourna le dos à la révolution européenne qu'ils devinrent autant de tares incurables dont les conséquences furent d'autant plus graves que la dynamique capitaliste, jusque là dominée dans une certaine mesure, se donna libre cours, sanctionnant son développement par la conquête, au profit d'éléments franchement hostiles au prolétariat et à la révolution, de positions et d'influences jusqu'au sein du parti et de l'Etat, dont la majorité, bientôt, ne sera plus constituée que par des carriéristes, des opportunistes, des *liquidateurs*. Cette dégénérescence des organes dirigeants de l'Etat ouvrier n'est pas la cause, mais l'*effet* de la défaite subie par le prolétariat européen, et c'est donc sur ce dernier plan qu'il faut en rechercher les origines.

Carence de l'Occident.

La lutte politique dans les pays de l'Europe occidentale, sur laquelle les communistes russes fondaient leur espoir d'embrasement général de toute la société, ne devait pas répondre à leur attente. Les grèves, les mouvements, les insurrections qu'ils saluaient comme autant de signes annonciateurs de la révolution internationale, n'avaient ni l'ampleur ni la profondeur nécessaires pour soulever l'inertie d'un demi-siècle de conformisme et de détérioration des organisations ouvrières.

Sans doute l'année 1919 avait-elle vu éclater la révolution allemande ; mais la tendance socialiste la plus radicale, la Ligue Spartakiste, fut battue par les traîtres de la social-démocratie et ses deux chefs, Liebknecht et Luxembourgeois, assassinés. Dans cette même année, il y avait eu aussi la grève

générale avec occupation d'usines en Italie ; mais le vieux parti socialiste italien n'avait pas voulu ou pas su affronter le problème de la prise du pouvoir et ce vaste mouvement se résorba en laissant la voie libre à la réaction bourgeoise qui aboutit plus tard au fascisme mussolinien. En France, enfin, la puissante grève générale de 1920 avait mobilisé des centaines de milliers d'ouvriers ; mais les communistes de fraîche date, tout comme l'aile saine du mouvement syndical, s'étaient facilement laissés manœuvrer par les opportunistes consommés du parti socialiste et de la C.G.T., qui sauvèrent le gouvernement d'une grave crise politique. A côté de ces échecs survenus dans des pays dont l'influence stratégique était déterminante pour la révolution comme pour la conservation bourgeoise, des succès aussi glorieux que celui de la révolution hongroise s'étaient n'être que d'éphémères conquêtes, qui sauvèrent peut-être le pouvoir des Soviets d'un écrasement militaire venu de l'extérieur, mais furent rapidement annulées par la réaction, tandis que d'autres tentatives, sans connaître de réussite, même brève, se soldaient par un carnage de prolétaires, comme l'insurrection de Finlande en 1918. Après la période de troubles et de crise de la période d'armistice de 1918-1920, il était donc bien évident que la révolution communiste, au-delà des frontières russes, n'avait rencontré que des revers.

Dans toute phase de convulsion sociale, les données économiques et sociales d'une part, historiques et politiques de l'autre, mêlent à tel point leurs influences respectives qu'il est vain, le plus souvent, de vouloir déterminer dans laquelle de ces deux grandes catégories arbitrairement séparées se situent les faisceaux d'événements qui furent déterminants pour l'issue de la crise. Dans le cas de l'échec de la révolution européenne, un examen séparé de ces deux ordres de faits, qui s'impose déjà à nous pour des raisons de méthode, doit pourtant nous permettre de les englober dans une cause commune et générale.

L'apogée de la phase révolutionnaire en Europe — la Russie mise à part pour des raisons déjà exposées — se situe à cheval sur le XVIII^e et XIX^e siècle, période durant laquelle le mouvement bourgeois en faveur de la démocratie politique et de la systématisation nationale, impulsé par les révolutionnaires anglais et français, n'a pas encore terminé son cycle positif, tandis qu'apparaissent déjà les premières tentatives révolutionnaires du prolétariat. Cette phase se clôt définitivement par l'écrasement des ouvriers parisiens de la Commune de 1871 et par la stabilisation du capitalisme dans les solides formes de la démocratie parlementaire. C'est dans ce puissant développement économique des puissances capitalistes d'Occident, dans l'influence qu'exerça sur le mouvement politique une longue période de relative prospérité et dans le fait que même les partis ouvriers y subirent indirectement la corruption idéologique et matérielle due au pillage du monde par l'impérialisme occidental qu'il faut rechercher les causes lointaines de l'échec de la révolution internationale. D'une part, en effet, les mêmes pays qui dominaient de vastes zones d'influence, grâce à leur empire colonial et à leur réserve de crédit, comme la France, grand prêteur de l'Europe centrale et russe, ou encore grâce à leur puissance industrielle jointe au monopole commercial de leur flotte moderne, comme l'Angleterre, ces mêmes pays terminèrent l'épreuve des armes contre l'impérialisme allemand *dans le camp des vainqueurs* et, par suite, surmontèrent assez rapidement les convulsions et les difficultés internes pro-

voquées par la guerre. D'autre part, la social-démocratie, qui s'était perdue, en tant que force prolétarienne, dans les marais du parlementarisme, de la collaboration de classe et dans l'adhésion à la guerre impérialiste, conserva assez de force au sein du mouvement ouvrier, lorsque la paix fut revenue, pour résister victorieusement à la renaissance d'un véritable mouvement de classe qu'impulsaient et stimulaient l'exemple de la révolution d'Octobre et la formation de l'Internationale Communiste.

Dans la société moderne, si profondément centralisée, au point de vue économique, politique et policier, si *totalitaire* sous son hypocrite enveloppe démocratique, il apparaît comme fatal que l'organisation ouvrière qui succombe à l'Union sacrée des classes au moment de l'éclatement de la guerre impérialiste, se retrouve, à la fin du conflit militaire, au premier rang des forces politiques de conservation sociale. Ce fut le sort des partis de la défunte Troisième Internationale qui, après la défaite allemande de 1945, assujettirent la classe ouvrière de tous les pays aux exigences de la reconstruction capitaliste, comme cela avait été, il y a plus longtemps, celui de la Social-Démocratie qui, elle aussi, ne s'est pas bornée à épouser servilement la cause de chaque capitalisme en guerre, mais participa, la paix revenue, à la restauration de l'équilibre politique et économique des belligérants. Peu importe que la transaction se soit faite, dans un cas, par le canal de l'Etat russe dégénéré s'inscrivant dans la coalition atlantique, alors que dans l'autre, plus simplement, elle s'était conclue par l'entrée de ministres « socialistes » dans les cabinets d'union nationale. Les mobiles sont toujours les mêmes : le carnage impérialiste est impossible sans la participation des opportunistes et des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. L'organisation prolétarienne doit être détruite ou corrompue. Dans ce dernier cas, elle présente, pour le capitalisme, l'avantage de *servir encore* après la fin du conflit.

Après l'armistice de 1918, les social-traitres de la social-démocratie européenne fournirent ainsi à la bourgeoisie capitaliste, selon les besoins du pays envisagé, une armée de jaunes pour les organisations syndicales, une quasi-dynastie de « gérants loyaux », d'énergiques matraqueurs des ouvriers, voire le tout à la fois.

En face d'eux, les noyaux communistes, dans la plupart des pays et particulièrement en France, étaient bien faibles. Le mouvement ouvrier continuait de payer la dette contractée pendant cinquante ans de prospérité capitaliste et de paix internationale. En effet, l'immense préjudice que lui avait causé la trahison de la Seconde Internationale ne se limite pas à la dégénérescence de la vieille organisation, elle marque de son sceau la formation de la nouvelle. Les jeunes partis communistes héritaient le plus souvent de cadres politiques de la social-démocratie en même temps que de leurs tares idéologiques et de leur psychologie d'opportunistes et de petits-bourgeois invétérés. Il est frappant de constater que dans le parti communiste français, par exemple, il n'y ait eu *parmi les chefs* de la nouvelle organisation *aucun homme* venu de la social-démocratie qui ait affiché au cours de la guerre impérialiste une conduite sans tache d'internationaliste et de révolutionnaire. De tels éléments, dans les cadres du nouveau parti, il faut les chercher parmi les transfuges du syndicalisme révolutionnaire, auxquels on doit reconnaître le mérite, quelle qu'ait été par la suite leur conduite en tant que *communistes* de fraîche date,

d'avoir toujours opposé au chauvinisme et à l'épidémie d'union sacrée une attitude courageuse et cohérente.

Une telle « intoxication » politique et idéologique des partis communistes à peine nés n'était pas un accident. Les vingt et une conditions que Lénine avait impérieusement posées à l'adhésion à la Troisième Internationale, furent bien vite tournées quand Moscou, pressée par le désir de réaliser au plus tôt de vastes organisations de masse dans l'Europe occidentale, accepta en leur sein des chefs, et même des fractions politiques entières qui, tout en subissant l'indéniable attraction de la révolution russe, étaient bien loin d'en épouser intégralement les principes. Si une genèse aussi hâtive des organisations communistes n'est pas la cause directe de l'échec de la révolution européenne, elle joua cependant un grand rôle dans la débandade politique et idéologique que cet échec provoqua. Pour être de véritables *fautes politiques*, ces concessions que fit le centre de l'Internationale dans la formation des partis d'Occident ne résultent pourtant pas de négligences coupables ou d'un mépris imprévu des principes qui avaient fait la force du bolchevisme. Elles traduisent plutôt l'énorme décalage des conditions subjectives et objectives. Les grèves se multipliaient, les insurrections couvaient, les émeutes faisaient rage et, dans la plupart des cas, le nouveau parti révolutionnaire n'existait encore pas ! On a voulu agir trop vite sans doute, mais il y avait à cette hâte des raisons valables.

D'ailleurs, si le passé récent de compromission du mouvement socialiste avait prolongé son influence nocive, même parmi les nouveaux adeptes du communisme, si, d'une part, les anciens partis devenus instruments serviles de la bourgeoisie, conservèrent un notable ascendant sur les masses ouvrières, et si, de l'autre, les nouvelles organisations ne parvinrent pas à la leur disputer efficacement, ce fut avant tout parce que l'économie capitaliste se remit bien vite des déséquilibres et des difficultés suscités par la guerre. Le mécanisme de la production, un moment bloqué par la reconversion économique de l'état de belligérance à l'état de paix, reprit rapidement son rythme et le dépassa, surmontant, au moins dans les pays victorieux, la crise d'après-guerre dont l'Internationale n'eut pas la sagesse d'attendre la réapparition. En un mot, dans tous les pays sortis vainqueurs de la tourmente, les ravages de la guerre stimulèrent les forces productives, tandis que la lassitude et la révolte des populations ne pouvaient, à elles seules, ébranler les fibres intimes de toute la société au point de créer le climat social révolutionnaire indispensable à un assaut prolétarien contre le capitalisme. C'est ainsi que le facteur économique de reprise vint relancer le facteur politique de trahison et permit à l'ordre capitaliste de supporter sans dommages irrémédiables les chocs les plus importants de l'après-guerre : aux moments les plus difficiles, la social-démocratie avait fourni à l'Etat bourgeois un personnel politique de remplacement et, le cas échéant, de dignes émules des Cavaignac ou des Galifet ; la reprise économique survenue, le capitalisme donna aux réformistes les moyens économiques de renforcer leur emprise de corruption idéologique du prolétariat.

Nous ne pouvons retracer ici le détail des péripéties de ce premier après-guerre et ses influences sur les vicissitudes de l'Internationale Communiste ; cela fera l'objet d'autres études. Après une longue série d'erreurs et de défaites, après être devenue exclusivement l'instrument de la diplomatie russe, elle-

même de plus en plus axée sur la défense d'intérêts, non pas prolétariens et révolutionnaires, mais nationaux et capitalistes, la Troisième Internationale devait se suicider sur l'ordre de Staline afin de donner au capitalisme mondial, au plus fort de la seconde guerre impérialiste, la garantie certaine qu'à l'encontre de Lénine, dont elle avait bafoué l'enseignement, elle ne transformerait pas celle-ci en révolution. Sans rapporter ici cette lamentable déchéance, il fallait pourtant, pour situer les véritables responsabilités de la dégénérescence de l'Etat russe et de ses partis, souligner l'échec de la révolution européenne et ses causes générales, afin de montrer que c'est à lui qu'il faut imputer l'origine du processus qui a fait de la Russie de Lénine celle que nous connaissons aujourd'hui.

Conclusion

Dans une étude qui n'avait pas pour objet de retracer l'histoire du parti bolchevik, mais seulement de combattre diverses conclusions défaitistes que les faux adeptes ou les adversaires déclarés du communisme ont voulu en tirer, on ne peut mieux conclure qu'en résumant les principaux points qu'il fallait illustrer.

Selon Marx, c'est la classe ouvrière qui, en s'appropriant la théorie et l'expérience des révolutions sociales, donne au socialisme son caractère de doctrine scientifique, en contraste absolu avec les visions géniales mais utopiques de ses précurseurs. Tout parti ouvrier qui serait incapable, non seulement de rattacher son action au mouvement historique du prolétariat, mais encore d'en prévoir les développements futurs et le rôle spécifique dans une crise historique déterminée, serait donc indigne du nom de marxiste.

C'est pourtant le sort qu'implicitement on réserve au parti de Lénine lorsqu'on parle de la révolution russe comme d'un « problème nouveau » pour le marxisme, et de la politique bolchevique comme d'une situation « originale » au problème de la double révolution. Hommage empoisonné qui n'a d'autre objet que de préparer un nouveau reniement des principes fondamentaux du mouvement prolétarien, dont la thèse « khrouchtchevienne » nous donne le dernier mais non le moindre des exemples : en l'acceptant on admettrait que les méthodes de violence et de dictature ouvertement employées par le gouvernement des Soviets auraient eu un caractère *exceptionnel*, et seraient désormais à bannir de toute perspective de transformation socialiste de la société.

Contre ce révisionnisme, et toutes ses variantes présentes ou passées qu'il n'est pas possible d'énumérer ici, nous avons soutenu que la « tactique Lénine » était la stricte application de l'ancienne analyse, faite par Marx, des conditions russes, elle-même déterminée par la critique d'ensemble du mode capitaliste de production et par l'étude des perspectives sociales et révolutionnaires qu'il ouvre dans les régions non encore conquises par le mercantilisme et l'industrie. Le fait que les méthodes de dictature politique, revendiquées pour l'Occident capitaliste, où le prolétariat est depuis longtemps la seule classe révolutionnaire, se soient imposées, dans la réalité historique, pour l'aire

russo-asiatique semi-féodale, où existaient, à côté de la classe ouvrière, d'autres facteurs sociaux capables de lutte armée contre le pouvoir, prouve à l'évidence que les principes fondamentaux formulés dans le *Manifeste Communiste* en pleine ascension de la civilisation industrielle, sont universellement acquis comme mode d'action révolutionnaire du prolétariat. C'est cette vision historique définitive qui a permis à Lénine de ne jamais subordonner la finalité du mouvement ouvrier russe aux conditions spéciales de l'empire tsariste, mais, bien au contraire, de les lier toujours plus étroitement au mouvement socialiste européen. C'est précisément pour cette même raison que, s'il s'avère, comme c'est patent, que la révolution russe d'Octobre, en tant que révolution socialiste, a échoué, les causes déterminantes de cet échec doivent être recherchées dans les vicissitudes de la lutte internationale du prolétariat, et non dans les difficultés, énormes, terribles, mais *prévues* de la transformation économique et sociale de la Russie.

Pour les mêmes raisons, et c'est le second point sur lequel nous avons insisté, c'est bien à tort qu'on considère l'involution de la Russie soviétique et la dégénérescence de son parti comme imputables à toute la politique intérieure des bolcheviks qui, pour avoir été jalonnée d'épisodes sombres et de vicissitudes sans nombre, demeura fidèle à sa ligne initiale, aussi longtemps qu'elle orienta sa diplomatie, son action militaire et l'influence exercée sur l'Internationale dans le sens de préparer et de hâter la révolution *européenne*. On a voulu inscrire à l'origine du passif de l'Internationale Communiste les méthodes draconiennes de domination politique des bolcheviks, alors que c'est au contraire parce qu'elle n'a pas manifesté une aussi grande rigueur dans ses rapports avec les partis de l'opportunisme ouvrier et avec les représentants des autres classes non dominantes qu'elle a transformé en déroute complète, tant sur le plan idéologique et politique qu'organisationnel, une série d'échecs que l'insuffisance d'énergie et de préparation du prolétariat d'Occident rendaient difficilement évitables. Le grief fondamental à l'égard de la dégénérescence stalinienne relève moins d'un critère humain sur les méthodes politiques que d'une condamnation de la politique qui en fut à l'origine et qui consacre un divorce complet avec la ligne de Lénine reposant sur l'alternative : ou la révolution triomphante en Europe ou la limitation de la révolution russe à une transformation capitaliste de la société.

La classe ouvrière peut prendre le pouvoir dans un pays arriéré, elle ne peut y réaliser le socialisme sans l'aide des pays plus développés où la direction de la société appartient aussi au prolétariat. Le socialisme est un fait international et la voie pour y parvenir relève d'une stratégie et d'une perspective universelles. Le double crime du stalinisme c'est, d'une part, d'avoir détruit cette stratégie et cette perspective et d'avoir massacré ceux qui la défendaient, de l'autre d'avoir dissimulé sous une immonde fanfaronnade de « réalisations socialistes », ce qui n'était qu'une évolution irrésistible vers un capitalisme industriel et une mercantilisation totale de l'économie, devant laquelle il était impuissant. Les héritiers de cette trahison doivent, sous la pression d'inexorables exigences d'ordre diplomatique, politique et social, amorcer aujourd'hui l'aveu qu'ils seront contraints d'en faire demain et qui dessillera, sur la réalité russe présente, jusqu'aux yeux des plus aveugles.

Trahie par les compromissions de l'Internationale, tronquée par la contre-

révolution stalinienne, la « ligne bolchevique » n'en conserve pas moins à nos yeux toute la force et la clarté qu'elle projeta, il y a plus de trente ans, sur le chaos d'un mouvement ouvrier réduit à l'impuissance et au désespoir par la trahison des social-patriotes. Si, aujourd'hui, elle apparaît ternie par les vicissitudes de la politique russe, si la critique, comme cela advient après toutes les contre-révolutions, met en cause non pas les fautes politiques du mouvement, mais ses *formes d'organisation*, c'est-à-dire le rôle et la capacité du *parti* politique, ce n'est pas par une évidence historique et grâce à une analyse scientifique des faits, c'est comme conséquence inévitable de la trahison qui, durant plusieurs décades, a privé le prolétariat de toute influence directe sur la vie de la société. La dégénérescence stalinienne a semé la manœuvre, la compromission, le marchandage des principes, la falsification doctrinale. La classe ouvrière recueille la division, la désorganisation, l'impuissance et l'incertitude. Le faux communisme moscovite a renié ses origines en adhérant à l'idéologie décadente de la bourgeoisie démocratique ; il a étouffé l'énergie révolutionnaire par l'encens brûlé aux dérisoires « libertés » ; il a fait de la lutte ouvrière, non pas l'expression d'un déterminisme social, mais le produit d'une confuse « volonté » ; il a réduit l'histoire, enfin, à n'être plus le fruit de la lutte des classes, mais de la lutte courtoise des idées. La mentalité ouvrière s'en trouve ravalée au niveau psychologique des classes impuissantes de la société : celui de la petite bourgeoisie qui redoute le prolétariat et la révolution plus que le capital qui la ruine, la paysannerie parcellaire qui, dans son propre champ comme sur les champs de bataille impérialistes, donne jusqu'à la dernière goutte de son sang plutôt que de renoncer à son illusoire mais tyrannique *propriété*.

Mais le prolétariat ne peut subir indéfiniment une telle aliénation ; elle ne peut durer qu'autant que durera l'imposture du « socialisme » russe dès aujourd'hui démentie par cent traits. Il retrouvera sa force et sa combativité sous l'aiguillon de la misère sociale, son organisation dans les feux de la lutte, son programme dans la critique de l'expérience passée, d'où, inévitablement, ressurgira toujours puissante et toujours valable la grande tradition de l'Octobre 1917.



LA LONGUE IMPASSE ALGÉRIENNE

Panorama d'aujourd'hui.

En novembre 1954 éclatait en Algérie la première révolte anti-impérialiste généralisée que ce pays ait connue en plus d'un siècle de colonisation française, en dépit de son insoumission profonde. Il aura fallu cinq ans, mois pour mois, avant qu'une issue se dessine, qu'un compromis semble s'amorcer dans cette lutte qui ne devait avoir cesse ni trêve jusqu'à l'obtention de l'indépendance politique complète, ou jusqu'à la défaite totale. De toutes parts, on célèbre la paix qui se prépare et dont la promesse semble satisfaire toutes les classes et tous les courants, à l'exception des ultras qui la redoutent, fanatiquement attachés qu'ils sont au maintien intégral de leur ancien mode de vie et bien décidés à ne faire aucune concession entamant leurs privilèges de conquête.

Dans une société divisée en classes, quand l'unanimité se fait sur quelque chose, on peut être certain que la classe dominée s'abuse, qu'il existe quelque part un gigantesque malentendu. Bien sûr, on connaît toutes les raisons que les classes non-possédantes ont de préférer la paix à la guerre. Cependant, toute paix ne signifie pas la *suppression* des contradictions aiguës qui ont rendu la guerre inévitable. Lorsqu'il s'agit d'une guerre sociale — la guerre d'Algérie en est une — le prolétariat, seule classe émancipatrice de la société, a le devoir de se demander d'où sort cette paix qu'on lui vante, et où elle mène.

Jusqu'à la déclaration présidentielle du 16 septembre, la position officielle de la bourgeoisie française dans la question algérienne était bien nette : la paix ne peut venir que de la pacification complète du pays, c'est-à-dire de l'écrasement des rebelles. Toute rencontre ou négociation avec les représentants des rebelles étaient exclues. La victoire militaire remportée, il y aurait eu on ne sait quelle consultation politique. Le 16 septembre, le général a lancé solennellement le *principe de l'auto-détermination*. Le 10 novembre, il a invité ouvertement les chefs F.L.N. à une rencontre sans discussion politique pour un cessez-le-feu. Ceux-ci n'ont pas répondu si défavorablement. Tout le changement est là. Mais lorsqu'il a parlé à Belfort de la voie enfin trouvée vers la paix et la réconciliation, son auditoire ouvrier a, paraît-il, vivement applaudi. Qu'est-ce que tout cela signifie ?

Du point de vue politique, l'auto-détermination est une formule d'union nationale s'il en fût, puisqu'elle se concilie, du moins dans l'abstrait, avec toutes les « solutions » depuis longtemps dans l'air, de l'indépendance à l'intégration. Dans le domaine des « principes », cependant, elle exprime au moins un *doute* à l'égard de la thèse bien connue des ultras : *l'Algérie, c'est la France*.

Dès lors que cette vieille thèse n'a plus les faveurs du pouvoir, est-il besoin de s'y attarder ? Sans doute. Le temps n'est pas si lointain où en haut lieu on en faisait une question de principe, et donc de police. Chose tout de même fort curieuse : supposons en effet qu'en 1954, c'est-à-dire exactement cent soixante et onze ans après la victoire des Américains dans leur lutte d'indépendance contre la vieille Angleterre, quelqu'un se soit tout à coup avisé de dire : « George III avait raison et Washington tort : l'Amérique, c'est l'Angleterre ! », tout le monde l'aurait pris pour un fou. Pourtant, il n'est nul besoin

d'être marxiste pour remarquer que l'aire géo-humaine à laquelle appartient le territoire algérien est au moins aussi nettement distincte de celle de la France que l'Amérique du Nord l'était de l'Angleterre, en dépit de la moindre distance. Il doit être permis d'aller jusqu'à dire... que du point de vue de son peuplement, elle l'est incomparablement plus : les insurgés américains étaient de souche européenne (les indiens ne comptaient pas, ils avaient été décimés) ; dans ce cas-ci, les rebelles sont des arabo-kabyles que ni leur histoire, ni leur organisation sociale au moment de la conquête, ni leurs coutumes, ni leur langue ne prédestinaient certes « par nature » à former une seule et même nation avec les Français ! Circonstance non négligeable, au moment de la révolte, ils étaient huit fois plus nombreux que les Français de souche installés chez eux.

On voit donc la portée du principe d'auto-détermination dans le domaine des « principes » : nous voici remontés (par la grâce du général, croient les naïfs) des abîmes où l'impérialisme avait fait tomber la démocratie bourgeoise française jusqu'au niveau — tout théorique ! — du... général La Fayette, qui n'était même pas un jacobin ! En 1959, c'est tout autre chose qu'un exploit, et encore moins une audace. En fait, le principe en question ne marque aucun progrès sur la reconnaissance vague d'une « personnalité » algérienne. Avant le général, bien d'autres avaient eu ce très banal mérite démocratique : cela ne les empêchait pas d'être des partisans forcenés de la « pacification ». A l'époque impérialiste, le simple dépoussiérage des plus antiques valeurs démocratiques de la bourgeoisie coûte des prix exorbitants. Pour la dernière concession à l'évidence que... « L'Amérique ce n'est pas l'Angleterre » : 145.000 maquisards algériens ; 13.000 « pacificateurs » français et près de 14.000 civils tant français que musulmans. C'est la statistique des morts communiquée par le général..

Ceci dit, pour la bourgeoisie, les principes sont une chose, et la politique réelle en est une autre. Quel est le sens politique *réel* de l'auto-détermination ? Il ressort clairement tant des déclarations présidentielles que des commentaires explicatifs du délégué général Delouvrier à l'usage des ultras : « Déposez D'ABORD les armes. Ensuite, après une préparation de QUELQUES ANNEES, vous VOTEREZ. Tout le monde, Y COMPRIS LE F.L.N., pourra participer à la campagne électorale. Vous direz si vous voulez que l'Algérie accomplisse son destin avec ou sans la France. Puis, comme vous AUREZ CHOISI d'être avec la France, on vous demandera si vous voulez être administrés comme les départements français (l'intégration, dont tant de bourgeois murmurent qu'elle coûterait bien cher !), ou bien selon tel statut précis qui AURA ETE ETABLI D'ICI LA, sous contrôle du gouvernement. »

Laissons de côté la question des moyens dont tout Etat moderne dispose pour obtenir précisément le vote conforme à ses désirs : il suffit d'un bon démocrate et, parfois, d'un communiste français, pour développer cet argument en long et en large, avec références algériennes à l'appui. L'essentiel n'est pas là, pour un marxiste véritable. L'essentiel, c'est que le gouvernement, qui ne souhaite nullement accorder l'indépendance, compte PRECISEMENT sur le passage de l'action ARMEE à la propagande ELECTORALE pour user le courant indépendantiste : quel plus bel hommage pouvait-il être rendu à la méthode NON LEGALITAIRE, NON PACIFIQUE de lutte politique et

sociale ? Tant qu'il reste sur le terrain du combat armé, le F.L.N. est irréductible : sa force, il la puise dans l'exaspération des masses spoliées et misérables du pays, qui apparaît quasiment inépuisable. Dès qu'il descend sur le terrain de la compétition pacifique, par contre, IL EST PERDU, car il est incapable d'assortir sa revendication d'indépendance POLITIQUE d'aucun programme SOCIAL, pour cette bonne raison que son indépendantisme est purement bourgeois. Dans le mouvement armé, le principal rôle revient aux pauvres et aux ignorants : ce sont toujours ceux-là qui fournissent les effectifs des rébellions, et qui donnent leur vie sans compter pour les causes qu'ils croient libératrices, avec un « fanatisme » aveugle. Dans la compétition pacifique, ils ne trouvent plus leur emploi. Le rôle principal passe aux gens instruits et éduqués, à ceux qui savent parler, et qui sont aussi pour des résultats « pratiques » et « concrets ». Mais entre un parti nationaliste réduit à sa seule couche intellectuelle et bourgeoise « praticienne », pressé d'ailleurs d'être « raisonnable » par toutes les puissances du monde, de l'Amérique ploutocratique à la Russie « socialiste », de la France impériale à la Tunisie et au Maroc « libérés » ; entre ce parti fatalement minoritaire mais que, surtout, son abandon des armes aura dépouillé de son auréole d'héroïsme, d'une part, et la France de l'autre, c'est-à-dire le pouvoir consacré par la routine et la peur, mais parlant un langage « nouveau », prodiguant les promesses, n'est-ce pas encore la seconde que la masse amorphe, timorée, indécise que contient toute société, même dans les pires crises, a mille probabilités de choisir ? C'est en tout cas l'espoir que le général a exprimé en invitant les Arabes à fonder le Grand Parti du Progrès Algérien. Même présidentiel, un simple espoir n'interdit nullement à l'armée de jouer un rôle moins purement... politique.

Toute cette perspective est en somme parfaitement « marxiste », dans ce sens qu'elle table sur le pourrissement très réel que le rapport national et international des forces de CLASSE impose à la situation algérienne : le prolétariat ne réagit pas, nulle part. Quant au F.L.N., organe de la rébellion, s'il représentait une force authentiquement révolutionnaire, personne ne se fût avisé de lui proposer de participer à la campagne du référendum, n'eût voulu courir le risque d'une puissante agitation sociale. Personne, pas même l'improvisateur inspiré que la dissolution totale des forces de classe a mis à la tête de l'Etat bourgeois, et qui vient d'administrer à l'opposition captivée la preuve qu'on peut être général, et cependant capable de manier la fiction démocratique avec l'art le plus consommé. Pourtant, il serait encore beaucoup plus facile de supposer une pareille imprudence à notre vieille bourgeoisie très rouée que de concevoir un parti réellement révolutionnaire qui, lorsqu'on lui demande sa propre peau, répond : « Je te la donnerai si tu m'accordes des GARANTIES DEMOCRATIQUES. » C'est pourtant là tout le contenu du désaccord entre le général qui veut un accord purement technique, militaire pour un cessez-le-feu, et le G.P.R.A. qui veut une discussion politique « pour s'assurer que le référendum sera sincère ! » Gageons que les rudes maquisards algériens qui ont toujours témoigné d'un mépris si justifié pour le bulletin de vote et les parolotes parlementaires n'ont pas apprécié cette énorme sottise de leurs « ministres » ! Mais dans l'impossibilité de CLASSE (ce sont surtout des paysans) où ils se sont trouvés de se donner un parti propre, et l'impossibilité historique où s'est trouvé le prolétariat algérien de les guider, que leur reste-t-il

d'autre qu'à se laisser trahir par l'inguérissable lâcheté bourgeoise ? Par ailleurs, est-ce la mince intelligentsia coloniale d'Algérie qui pouvait faire mentir, en pleine époque impérialiste de surcroît, toutes les leçons de l'histoire sur le rôle de la bourgeoisie dans les révolutions *populaires* ? Il n'y a rien à reprendre à la réponse du G.P.R.A. : elle est conforme à sa nature politique et de classe !

Face à ces derniers développements, quelle est la position du parti qui représente officiellement, jusqu'à nouvel ordre, « la classe ouvrière française », c'est-à-dire le P.C.F. ?

Au lendemain de la déclaration du 16 septembre, les communistes français affirmaient que l'auto-détermination n'était qu'une manœuvre démagogique pour repousser l'indépendance à laquelle ils n'étaient eux-mêmes « convertis » que de fraîche date, et avec quelle restriction ! Il faut rappeler ici que pendant des décades (1) ils avaient refusé de reconnaître le mouvement national algérien sous le beau prétexte, d'ailleurs emprunté aux bourgeois, qu'il n'avait jamais existé **DANS LE PASSE** une nation algérienne. Les masses algériennes misérables et frustes se dressaient contre l'impérialisme qui avait détruit leur société, mais les tenait à l'écart de la société capitaliste qu'il avait introduite chez elles ? Elles croyaient que le moyen d'échapper à leur déchéance séculaire, à cette « clochardisation » dénoncée même par des observateurs bourgeois (2) était de se séparer de la France et de se donner un Etat national ? Halte-là, leur répondaient les communistes : *avez-vous jamais eu un Etat national ?* En somme, pour ces « marxistes », faute de pouvoir présenter quelques Remus et Romulus kabyles, quelque Périclès arabe, un succédané local de monarchie capétienne ou un Mikado algérien, les Arabes d'Algérie n'auraient eu aucun DROIT de se séparer et de se constituer en nation ! Ne pouvant justifier d'un « développement national normal » auquel aussi bien la nature que l'histoire, qui fut celle d'une série de colonisations, avaient fait obstacle, ils devaient se résigner à jamais à la domination impérialiste ! Telle est la conclusion de cuistre à laquelle aboutit le démocratisme des Thorez et Cie, sans parler du marxisme qui doit être tenu à mille lieues des élucubrations de ces valets vulgaires de la bourgeoisie : une conclusion toute pleine de la suffisance que donnent aux peuples riches et évolués leurs traditions nationales qui, finalement, ne sont pourtant rien d'autre que la douloureuse histoire de l'oppression des classes inférieures par toute une succession de formes d'Etat historiques ! Pauvres Algériens, qui en fait de tradition nationale, ne pouvaient revendiquer que leurs continuels révoltes contre tant d'envahisseurs successifs ! Toute leur infortune venait de ce que, fixés dans une nature hostile, ils avaient gardé leur organisation tribale beaucoup plus longtemps qu'aucun peuple d'Europe, et ceci dans toute la zone intérieure, traditionnellement opposée à la zone côtière plus évoluée. Or, l'organisation tribale ignore TOUTE FORME D'ETAT DE CLASSE distincte, et sans Etat, il n'y a pas de nation possible !

Dignes représentants d'un prolétariat que sa participation séculaire au grand banquet colonialiste a marqué des mêmes tares que la classe ouvrière anglaise, dont l'embourgeoisement faisait le désespoir de Marx et d'Engels au

(1) Cf Programme Communiste, n° 5 (oct.-nov. 1958) « Le P.C.F. et la question coloniale ».
(2) L'expression est de Germaine Tillon.

siècle dernier, les communistes ne sont revenus de cette « erreur » grossière que lorsqu'ils n'ont plus pu faire autrement. Ce tournant leur a-t-il permis de s'aviser d'un simple fait d'histoire ? Lorsque les treize colonies anglaises d'Amérique se révoltèrent, en 1776, contre le roi et le Parlement d'Albion, elles n'avaient, elles non plus, aucune « tradition nationale propre », en dépit d'une structure sociale qui ne s'opposait pas à la formation d'un Etat ; et c'est précisément DE LA REVOLTE ET PAR LA REVOLTE QUE LA NOUVELLE NATION NAQUIT ! Quoiqu'il en soit, nos opportunistes pourront d'autant moins se laver de la nouvelle tache dont leur position basement bourgeoise les a salis, qu'ils viennent de ravalier jusqu'à la critique extraordinairement timorée qu'ils avaient d'abord fait de l'auto-détermination. Ce qui, au lendemain du 16 septembre, était dénoncé comme une manœuvre démagogique, est devenu, après la sensationnelle déclaration par laquelle M. Krouchtchev reconnaissait les liens qui unissent... l'impérialisme français au pétrole saharien, et les colons européens aux bonnes terres algériennes, un *fait capital* (le retour à... La Fayette !) et *un pas en avant* vers la paix souhaitée par tous. Tel fut l'effet miraculeux de l'intervention hâtive de M. Thorez. Quel rapport ce PACIFISME absolu, cette adhésion au LEGALISME démocratique de l'auto-détermination, faisant suite au refus obstiné de reconnaître aux insurgés le DROIT A LA SEPARATION — quel rapport toutes ces positions d'un parti qui quoique « ouvrier », se dit lui-même parti de LA GRANDEUR FRANÇAISE ont-elles avec les positions du mouvement prolétarien international sur la question coloniale ?

Le prolétariat face à la bourgeoisie impérialiste.

Dans la question coloniale, comme dans toute question intéressant les rapports internationaux de l'Etat capitaliste, la guerre impérialiste en premier lieu, « le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement opposés qui correspondent aux deux grands camps de classe du monde capitaliste et qui traduisent deux politiques ou plus encore deux conceptions du monde ». C'est Lénine qui l'a écrit, et on ne peut pas être plus clair.

Pour que ces deux politiques, ces deux conceptions du monde, qui correspondent à l'existence objective de deux classes aux buts opposés, s'affrontent dans une lutte réelle, encore faut-il que les masses ouvrières aient été éduquées dans la conscience de leurs intérêts de classe, éducation qui est l'affaire d'un grand nombre de générations, et que l'influence des classes dominantes remet en question dans toutes les grandes crises historiques.

Les *raisons de classe* qui font que la bourgeoisie française est impérialiste, qu'elle n'entend pas renoncer à sa domination sur l'Algérie, quitte à faire certaines concessions, sont bien claires : l'Algérie représente sa dernière chance de jouer un rôle dans le concert des grandes nations. Elle a d'abord une importance « stratégique classique » : c'est une garantie du maintien de la présence française non seulement au Maghreb, mais aussi en Afrique noire. Du point de vue de la stratégie moderne, ensuite, la bourgeoisie doit absolument maintenir sa souveraineté sur le Sahara pour pouvoir procéder aux essais d'armes nucléaires dont la possession peut lui donner une certaine indépendance à l'égard des alliés anglo-saxons : déjà le Maroc et l'Afrique noire protestent qu'on leur

empoisonne l'atmosphère, et les déclarations rassurantes de M. Jules Moch peuvent d'autant moins les convaincre que celui-ci s'illustra naguère à la Commission de Désarmement en dénonçant fougueusement les effets nocifs de telles expériences, pour l'espèce.

Enfin et surtout, l'Algérie a pour la bourgeoisie française une importance économique : c'est un marché pour les produits manufacturés ; c'est un fournisseur de matières premières : le Sahara produit du pétrole, cette manne inespérée qui a fait délirer d'enthousiasme tous nos super-productivistes, et il contiendrait d'importants gisements de minerais très utiles à l'industrie moderne. Ces ressources nouvelles sont indispensables à la modernisation de l'économie longtemps parasitaire de la France, dont la bourgeoisie entend faire une grande puissance industrielle, capable de soutenir la compétition sur le marché mondial. Ceci explique d'ailleurs qu'elle désire aussi sincèrement la paix en Algérie, que le maintien de sa domination : les dépenses causées par la guerre réduisent les investissements nécessaires à cette modernisation de l'équipement industriel de la France. C'est là un thème parfaitement bourgeois que les communistes français reprennent avec un zèle particulier, et auquel ils ajoutent l'inévitable argument réformiste que leur inspire leur bas nationalisme « populaire » : c'est la guerre qui empêche le *subventionnement* des industries françaises menacées de disparition par la faute du *Marché Commun*.

Les raisons de classe du prolétariat de ne pas suivre la bourgeoisie impérialiste et l'opportunisme « communiste » dans ces voies sont tout aussi claires théoriquement, bien que trente ans de dénaturation du communisme marxiste les aient complètement fait oublier aux ouvriers.

La classe ouvrière lutte contre l'exploitation de sa classe dominante, et non pas contre la concurrence que les autres bourgeoisies font à celle-ci. Cette lutte a son ultime aboutissant dans la révolution qui instaure le socialisme. Le socialisme arrivera aussi bien dans les pays actuellement avancés que dans les pays moins développés ou même arriérés : ses bases techniques sont depuis longtemps assez développées dans le monde pour que le prolétariat victorieux puisse, à condition de garder le pouvoir, supprimer rapidement toutes les inégalités de développement héritées de l'ère impérialiste. Aucun nouveau développement des forces productives du capitalisme n'est nécessaire à la révolution : de toutes façons, celui-ci conduira à la guerre, si on ne renverse pas le pouvoir bourgeois. La seule et unique chose nécessaire à la révolution, c'est la constitution du prolétariat en PARTI POLITIQUE absolument indépendant, nettement distinct dans toute sa doctrine et ses positions de tous les partis de la bourgeoisie : c'est l'évidence même, puisqu'il s'agit de détruire l'Etat de la bourgeoisie comme elle a détruit l'Etat féodal ; d'instaurer un pouvoir révolutionnaire, comme elle l'a fait elle-même dans ses révolutions historiques. Mais puisqu'il s'agit d'une révolution *universelle* et que, par ailleurs, le prolétariat ne peut compter au mieux que sur la neutralité des classes intermédiaires dans la lutte acharnée qu'il devra conduire contre la bourgeoisie, il est bien clair que l'union la plus étroite, la solidarité la plus complète avec le prolétariat des autres pays, y compris des pays arriérés, doit être la règle absolue : le but est unique, commun à tous ; et ensuite l'union est l'unique garantie contre les défaites que la bourgeoisie infligerait immanquablement à une lutte isolée.

Ce sont ces principes généraux, auxquels nul n'a le droit de déroger, que

Lénine appliquait à la question coloniale en disant :

« Les intérêts de la classe ouvrière et sa lutte contre le capitalisme exigent qu'une riposte soit infligée à la POLITIQUE NATIONALISTE DE LA BOURGEOISIE, DE QUELQUE NATIONALITE QUE CE SOIT. Aussi ce serait se SOUSTRAIRE AUX TACHES DE LA POLITIQUE PROLETARIENNE et SUBORDONNER LES OUVRIERS A LA POLITIQUE BOURGEOISE que de dénier aux nations opprimées le droit de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se SEPARER. »

Telle est précisément la fonction de l'opportunisme, admirablement remplie par le parti communiste français : SUBORDONNER LES OUVRIERS A LA POLITIQUE BOURGEOISE, ce qui, naturellement, ne l'empêche pas d'attaquer tel ou tel parti bourgeois particulier.

Il est vrai que leurs arguties de pédants sur les fondements historiques du droit d'un peuple à se séparer du peuple qui l'opprime ont trouvé un écho favorable dans la préjugé populaire très répandu : « ces gens-là ne peuvent pas se gouverner eux-mêmes, ils sont trop arriérés ». En disant cela, les ouvriers oublient que c'est exactement le même argument que les bourgeois dirigent contre LEUR PROPRE DICTATURE REVOLUTIONNAIRE ; c'est exactement ce que disait la propogande bourgeoise, lors de la révolution de 1917 : « Les bolcheviks ne tiendront pas ! Un gouvernement de Soviets, c'est-à-dire de rustres et d'ignorants ! Ça ne peut pas durer ! » L'idée selon laquelle le « gouvernement » est l'affaire de gens formés spécialement dans ce but, ayant bénéficié d'une haute culture bourgeoise, et donc INACCESSIBLE AUX MASSES POPULAIRES, cette idée que la bourgeoisie entretient savamment, se retourne non seulement contre les peuples arriérés, mais contre le prolétariat lui-même. *Dans la mesure* où elle contient un grain de vérité, ce qui est le cas, non pas pour tout l'avenir historique, mais pour les conditions directement héritées de la vieille société, l'inévitable sélection d'un PARTI REVOLUTIONNAIRE dans toute crise historique sérieuse suffit à répondre à l'objection. Pour les peuples arriérés, toute la question est de savoir si le parti insurrectionnel sera dirigé par la bourgeoisie ou par le prolétariat. Mais dans les deux cas, le problème philistin de l'« aptitude à gouverner » sera résolu. Ce qui compte, en réalité, c'est dans quel sens de classe.

Ce préjugé populaire traduit le même sentiment de supériorité du civilisé à l'égard des peuples que la nature et l'histoire ont figés dans des formes archaïques d'organisation sociale et de culture que nous avons trouvés chez nos « communistes ». Mais si l'on considère la soumission servile dont les masses des pays dits avancés témoignent à l'égard des classes dominantes qui les oppriment et les trompent, et d'autre part la confiance que les « arriérés » font à l'action directe, leur mépris pour le mensonge légalitaire, leur abnégation dans la lutte, on voit que ce sentiment, d'essence tout à fait bourgeoise, est rien moins que justifié. Le général a déjà rendu hommage aux « braves » de la révolte algérienne ; à l'extrême opposé, le prolétariat français et européen pourrait bien leur envier leur combativité.

Le devoir de pratiquer une politique permettant l'union et la solidarité des ouvriers de tous les pays devient particulièrement impérieux, JUSTEMENT quand il s'agit d'ouvriers de PAYS ARRIERES. Les prolétaires français ignoraient-ils qu'en Algérie, sur 8 millions d'Arabes et de Kabyles, on compte

près de 568.000 ouvriers agricoles, plus de 330.000 salariés urbains et plus de 113.000 malheureux chassés de leurs villages par la faim, mais qui sont réduits au chômage dans les villes algériennes où la « civilisation » ne leur offre pas d'emplois ? Ils ne peuvent en tous cas ignorer les ouvriers arabes expatriés qui travaillent à leurs côtés dans les usines françaises. Quelles que soient les différences de croyances et de coutumes qui les en séparent, à qui doit aller leur solidarité, du POINT DE VUE DE LA LUTTE POUR LE SOCIALISME ? A leur propre bourgeoisie en quête d'une grandeur dont ils sont les premiers à faire les frais ? Ou pas plutôt à leurs frères de classe déshérités ?

A supposer qu'ils aient quelque chose à apprendre aux ouvriers coloniaux, une œuvre d'éducation à faire à leur égard (on pourrait rétorquer que, *pour l'instant*, c'est la leur propre qui est entièrement à faire, puisqu'ils sont sous la coupe des pires opportunistes et ennemis du socialisme), encore faut-il que les CONDITIONS INDISPENSABLES à une telle œuvre soient garanties. Voici comment, en 1920, l'Internationale Communiste les définissait :

« L'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître chez les masses laborieuses des pays opprimés NON SEULEMENT UN SENTIMENT DE RANCUNE envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de DEFIANCE A L'EGARD DU PROLETARIAT DES PAYS OPPRESSEURS... D'où le DEVOIR pour le prolétariat conscient de se montrer particulièrement CIRCONSPECT envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et aussi de CONSENTIR A CERTAINES CONCESSIONS UTILES EN VUE DE HATER LA DISPARITION DE CES PREJUGES ET DE CETTE MEFIANCE.

« LA VICTOIRE SUR LE CAPITALISME est conditionnée par la BONNE VOLONTE D'ENTENTE du prolétariat d'abord, et ensuite des masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations. » (Thèses nationales et coloniales, par. 10.)

Le critère est parfaitement clair : le prolétariat INTERNATIONALISTE doit faire des CONCESSIONS au sentiment et au mouvement NATIONAL DES OUVRIERS DES PAYS OPPRIMÉS dans l'intérêt supérieur de l'*union prolétarienne internationale*. Ce qui était vrai en 1920, à une époque donc où l'Internationale, fondée depuis un an, posait les bases de son développement ultérieur aurait-il cessé de l'être aujourd'hui qu'il n'y a plus ni Internationale, ni principes, ni sentiment internationaliste ? Il est évident que c'est tout le contraire qui est vrai : il faut repartir pratiquement de zéro, il faut reconstituer notre Internationale, que les traîtres de Russie et du monde ont détruite.

Il n'y a pas moyen d'échapper aux « concessions » à l'égard du sentiment national des pays arriérés pour la raison que Lénine disait excellemment dès 1914 :

« Quiconque se place au point de vue de la démocratie (1), c'est-à-dire de la solution des problèmes politiques par la MASSE DE LA POPULATION (N.D.R. : qui niera que la révolte algérienne soit un mouvement de masse ?)

(1) Voir la critique des équivoques introduites par la notion de démocratie dans *Programme Communiste*, n° 3, avril 1958 : « Le Principe démocratique ».

sait parfaitement que du bavardage des politiciens (c'est-à-dire des politiciens arabes formés dans les écoles françaises, dans notre cas) à la décision de la masse, la distance est grande. Les masses de la population savent fort bien, par leur expérience de tous les jours... les avantages d'un vaste marché et d'un vaste Etat (N.D.R. : voici pour l'argument : mais que ferait ce petit pays indépendant ? ce serait pire que maintenant !) ELLES NE SE DECIDENT A SE SEPARER QUE LORSQUE L'OPPRESSION NATIONALE ET LES FRICIONS NATIONALES RENDENT LA VIE COMMUNE ABSOLUMENT INSUPPORTABLE, ENTRAUVANT LES RAPPORTS ECONOMIQUES DE TOUTES SORTES. »

En opposition à toutes les directives de l'Internationale Communiste de Lénine et même, pour remonter encore plus loin dans le passé, aux directives du Congrès international socialiste de Londres en 1896 (c'est-à-dire à une époque où la social-démocratie n'avait pas encore trahi), les communistes français ont refusé tant qu'ils ont pu toute « concession » au NATIONALISME BOURGEOIS des Arabes. Mais qui étaient-ils, eux-mêmes, pour s'arroger un tel droit ? Des opportunistes qui avaient trahi l'INTERNATIONALISME PROLETARIEN non pas une fois, mais mille fois ; non pas seulement dans la politique quotidienne, mais face à l'épreuve suprême de la seconde guerre impérialiste mondiale. Des gens, bien mieux, qui avaient accepté et propagé la thèse renégate de Staline, selon laquelle *la bourgeoisie ayant cessé d'être nationaliste (! !), le nationalisme devenait une politique prolétarienne (! ! !)*. Tels sont les gens qui, face à une révolte irrésistible, viennent discourir sur le nationalisme bourgeois des révoltés !

En fait, si le prolétariat ne reconnaît pas nettement et clairement le *droit à la séparation*, dans les actes, c'est finalement la bourgeoisie qui le fait, dans les mots, car la révolte l'y oblige. Nous avons vu de quelle façon restrictive, indirecte, timorée elle l'a reconnu, en France, avec la « personnalité algérienne » et « le principe d'auto-détermination ». Le résultat est-il finalement le même ? Du point de vue des « praticistes » bourgeois qui dirigent la lutte anti-impérialiste, dans le camp opposé, c'est déjà douteux. Mais du point de vue du prolétariat révolutionnaire, il est bien certain que non. Voici comment Lénine (qui a étudié les aspects de la question nationale et coloniale dans un article de 1914 intitulé « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ») définissait ces deux points de vue :

« Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est la *possibilité* de faire aboutir une revendication *donnée* : d'où la perpétuelle politique de *transaction* avec la bourgeoisie des autres nations aux dépens du prolétariat (N.D.R. : cela semble une photographie de la politique du F.L.N., qui, elle, se fait principalement aux dépens de la paysannerie expropriée d'Algérie). Au prolétariat, par contre, il importe de renforcer sa propre classe contre les bourgeois, d'éduquer les masses dans l'esprit de démocratie conséquente et du socialisme. »

Pratiquement, il n'est nullement exclu que l'Algérie finisse par obtenir une indépendance politique plus ou moins formelle, d'une façon ou d'une autre. Ce n'est pas le danger que même cela ne se réalise pas qui est grave. Ce qui est grave, c'est que le prolétariat français ait perdu, au cours de ces cinq ans de guerre, la plus belle, la plus magnifique occasion de « dissiper la méfiance » des exploités d'Algérie à son égard. Cela ne peut profiter qu'à l'inconsistante

bourgeoisie nationale algérienne qui semble, si l'on en croit l'indice de la constitution du G.P.R.A., organisme dont le caractère est rien moins que populaire, être parvenue à contrôler le mouvement insurrectionnel, et qui se prépare à le trahir par les « transactions » dont parlait Lénine.

Surtout, comment ne pas voir que non seulement les rapports entre ouvriers français et coloniaux, mais *tout le climat politique* étouffant et sordide de l'Europe et du monde, eussent été transformés, si le prolétariat avait rempli ses *devoirs* internationalistes à l'égard des prolétaires et des exploités d'Algérie, avec tous ses moyens traditionnels de classe ?

Une action prolétarienne décidée *contre* l'impérialisme français aurait largement débordé les frontières de la France : elle aurait été un exemple magnifique pour les prolétariats de *toute* l'Europe. C'eût été un formidable pas en avant dans la dispersion de tous ces miasmes de chauvinisme HERITES DE LA DERNIERE GUERRE IMPERIALISTE et qui doivent disparaître, de toutes façons, si l'on veut que le mouvement socialiste renaisse. C'est cette occasion unique d'ébranler la réaction profonde qui affecte les masses ouvrières du monde entier que notre prolétariat a donc manquée, grâce à son chauvinisme larvé, grâce à la trahison des opportunistes. Ceux-ci ont beau jeu de parler des lenteurs de l'histoire : il n'y a pas d'autres « lenteurs » que celles du prolétariat à comprendre ses propres intérêts de classe, à se dégager de sa subordination A LA POLITIQUE NATIONALISTE DE LA BOURGEOISIE. Voilà ce qu'il s'agit AVANT TOUT de comprendre !

Le prolétariat devant le mouvement national-révolutionnaire.

La défaillance du prolétariat français dans la lutte nécessaire contre l'impérialisme et, d'un point de vue plus large, la disparition de l'Internationale Communiste depuis de longues décades auront pour effet, en Algérie, la défaite du mouvement national-révolutionnaire. En effet, que la domination coloniale reste intacte, ou qu'il se constitue une république algérienne de type plus ou moins bourguibien, dans les deux cas que nous considérons à dessein, bien que le premier soit le plus vraisemblable, cela signifiera la *défaite* de l'insurrection actuelle à laquelle la mince bourgeoisie algérienne s'est *ralliée* tardivement, mais qui plonge ses racines dans les violentes contradictions sociales provoquées par l'implantation du capitalisme français au sein de l'ancienne société arabe.

Ces contradictions se présentent sous un double aspect. Dans le domaine agricole, c'est l'expropriation partielle de la population autochtone par les colons français. Dans l'industrie, c'est le caractère unilatéral du développement, qui a toujours été soumis aux besoins de l'économie française : comme tous les pays sous domination coloniale ouverte ou masquée, l'Algérie est avant tout un fournisseur de matières premières (fer, phosphates, zinc, plomb) ; l'industrie de transformation est quasiment inexistante.

Elles se sont additionnées de façon à rendre intenable la situation et à provoquer une révolte, qui, derrière ses revendications nationales, est une révolte sociale. Bouleversant profondément l'agriculture autochtone, l'introduction de la grande culture capitaliste européenne a provoqué la formation d'une surpopulation rurale qui a reflué dans les villes où le développement indigent de l'industrie ne lui a pas permis de trouver d'emploi. L'émigration, avec tous ses

aspects profondément négatifs, en particulier la surexploitation à laquelle elle a donné lieu en France, et la concurrence entre ouvriers qui en est résultée, pour le plus grand dommage de l'unité prolétarienne, encore et toujours, n'a pu qu'éponger superficiellement cet exode rural. Quant aux plans d'industrialisation du pays dans le cadre de la domination française, non seulement ils sont encore à l'état de projets, mais ils ne peuvent pas davantage absorber toute la surpopulation relative (1).

Ce qui domine toute la situation, c'est le *problème agraire*. Sans solution révolutionnaire du problème agraire, tout le développement économique et social est condamné à des lenteurs extrêmes qui signifieront la misère et l'exil pour des générations entières d'Algériens.

Quelle est donc la situation dans les campagnes algériennes ?

Lors de la conquête, la surface exploitée à titre privé ou collectif tribal, était, selon Rosa Luxembourg, de 9 millions et demi d'ha. Les chiffres que nous possédons à ce sujet pour la période actuelle varient considérablement selon les statistiques, qui, manifestement, ne considèrent pas toutes les mêmes catégories de sols. Mais comme ils varient entre plus de 10 millions et plus de 8 millions, c'est-à-dire non seulement au-dessus, mais au-dessous du chiffre d'avant la conquête (2) on est en droit de considérer qu'il y a eu déplacement de propriété, et non pas colonisation de terres nouvelles.

Ceci dit, le chiffre donné pour la surface occupée par les exploitations européennes est assez stable : 2.720.000 ha dans une statistique de 1940, 2.552.000 ha dans une statistique de 1956. S'il n'y a pas eu colonisation de terres nouvelles (en fait, si elle a eu lieu, c'est par suite de l'expulsion des autochtones des meilleures terres de la plaine et de leur refoulement dans des terres ingrates et d'exploitation difficile), cela signifie la soustraction de PRES D'UN QUART DES TERRES EXPLOITEES à une population RURALE considérablement augmentée en cinquante ans. Si l'on considère maintenant uniquement les meilleures terres (Sahel - Mitidja - Plateaux d'Oran et Saint-Cloud-Mostaganem-Bône), on voit que ce sont les 76 % des terres qui ont été arrachées (naturellement de façon hypocritement légale) aux occupants primitifs.

Une statistique de 1940 qui concerne le nombre d'exploitants et les surfaces exploitées respectivement par les Européens et les Arabes dans cinq classes d'exploitation allant de 10 ha à plus de 500 ha permet de calculer la *disposition moyenne* de terre respectivement pour l'exploitant européen et l'exploitant arabe. Si on fait le calcul global, on trouve l'énorme disproportion de 14 ha par exploitant arabe, contre 106 ha pour l'exploitant européen. Si l'on exclut du calcul les plus grosses exploitations qui donnent naturellement l'avantage

(1) Cf Programme Communiste, n° 7 (avril-juin 1959), *Sidérurgie, pétrole et sous-développement*.

(2) Rosa Luxembourg, socialiste polonaise, militant avant la première guerre mondiale dans les partis prolétariens de Pologne et d'Allemagne, a consacré un chapitre de son œuvre monumentale « *L'Accumulation du Capital* » (dont M. L. Lurat a publié une traduction-résumé en français) à la colonisation française de l'Algérie. Il a été publié dans notre n° 5. On trouvera dans le même numéro les « Compléments statistiques » dont nous nous servons ici, par manque de données plus précises.

au groupe européen la grosse propriété arabe ayant une extension bien inférieure, la disproportion diminuée, mais reste notable : 11 ha à l'arabe, contre 29 ha à l'euro péen. Enfin, pour les deux catégories d'exploitations inférieures à 50 ha, la disposition varie encore presque du simple au double, selon qu'on considère l'exploitant arabe : 9 ha ou l'euro péen : 16 ha. Bien que grossier, ce procédé de la moyenne permet d'établir un chose : dans les campagnes arabes, la différenciation entre paysannerie pauvre et paysannerie aisée ou riche correspond assez exactement à la différence de race. Cela apparaîtra encore plus nettement si l'on considère que la situation du paysan ne dépend pas seulement de l'extension de sa terre, mais aussi de la technique utilisée et de la nature des sols. Or tandis que toute l'agriculture européenne utilise une technique moderne (et bénéficie en outre des travaux d'art : barrages pour l'irrigation), seules les exploitations arabes de plus de 500 ha sont dans le même cas. Cela ne représente que 474.000 ha sur plus de 7 millions et demi exploités par les indigènes.

Les effets sociaux de cette expropriation légale ont été les suivants : une partie de la population rurale a été transformée en un prolétariat agricole misérable, qui a été maintenu dans l'ignorance et est resté sans défense syndicale face au patronat. Cette classe représente presque 570.000 individus. Une autre partie a déserté les campagnes pour aller dans les villes où elle a en partie trouvé des emplois salariés (on comptait plus de 330.000 salariés urbains en 1954), mais est, la plupart du temps, tombée dans un sous-prolétariat encore plus misérable que le prolétariat agricole, et qui excède certainement les 113.100 (!) chômeurs officiellement dénombrés. Pour cette couche complètement déracinée et réduite au désespoir, l'émigration constitue l'unique planche de salut : salut combien pitoyable quand on songe aux conditions de travail, de rémunération et de vie qui leur sont réservées par la bourgeoisie française... et le manque de solidarité syndicale et de classe des ouvriers.

Cependant, la grande majorité des paysans partiellement expropriés vit encore aujourd'hui dans les campagnes où, avec l'augmentation générale de la population, ils constituent, avec leurs familles, une masse humaine de plus de deux millions sept cent mille individus, en comptant les femmes et les enfants en âge de travailler.

La couche supérieure de cette paysannerie indigène est évaluée à 20.000 exploitants plus ou moins capitalistes, une autre statistique indiquant que les très gros propriétaires, ceux qui exploitent 500 ha et plus, ne sont pas plus de 600. La grande masse est formée de fellahs et de métayers, c'est-à-dire de petits paysans travaillant avec des méthodes rudimentaires. L'insuffisance de la terre, le bas rendement, le nombre de bouches à nourrir font que l'excédent que ces paysans peuvent porter au marché local pour se procurer les produits *non alimentaires* indispensables non seulement est toujours extrêmement réduit, mais dans bien des cas tout à fait inexistant ; la plupart du temps, les besoins purement alimentaires eux-mêmes ne sont pas couverts. La sous-alimentation règne dans les campagnes arabes, en même temps que l'ignorance et la superstition. Elle règne aussi dans les villes, du moins dans les classes pauvres. Mais là aussi, la couche « supérieure » de la société indigène est numériquement très réduite, puisqu'on y recense seulement un peu plus de 120.000 « chefs d'entreprise, artisans, commerçants et éléments des professions libérales » (auxquels

il faut naturellement ajouter leurs familles), catégorie vague qui regroupe certainement les éléments de situations sociales très diverses, l'artisan étant souvent ruiné par la concurrence capitaliste et végétant dans une extrême médiocrité.

En résumé, la *bourgeoisie* arabe est faible. C'est surtout une bourgeoisie terrienne. Dans l'économie urbaine, elle n'occupe aucun poste clef. Dans cette classe, comme il est de règle pour tous les pays arriérés, un poids spécial revient à l'intelligentsia, qui, dans le cas de l'Algérie, a été formée dans les universités bourgeoises françaises et est pénétrée de démocratismes légalitaires. Même si elle était portée au pouvoir, elle resterait à ce point dépendante du capital financier français et international et donc des grands Etats bourgeois qu'elle ne saurait réaliser aucune réforme profonde susceptible de transformer rapidement la société algérienne actuelle.

Le *prolétariat*, lui, a ses principaux effectifs à la campagne ; dans les villes, il est constitué par une main-d'œuvre flottante, traditionnellement peu éduquée politiquement, confinant souvent au sous-prolétariat et en tous cas peu susceptible de remplir les tâches d'éducation qui incombent au prolétariat urbain à l'égard du prolétariat rural. Ses forces vives sont saignées à blanc par l'*émigration*, qui le prive des éléments les plus audacieux et intelligents. Quant au prolétariat algérien émigré, il ne peut plus jouer de rôle décisif dans la lutte qui se déroule en Algérie.

La base de toute cette société, c'est une grande masse de petits paysans misérables et réduits au désespoir, qu'aucune éducation politique démocratique et bourgeoise, aucune considération diplomatique ne peuvent retenir ou freiner dans leur lutte.

Les caractéristiques du mouvement indépendantiste reflètent fidèlement cette structure sociale. La *bourgeoisie* n'a pas eu l'initiative de l'insurrection. Jusqu'au dernier moment, un de ses représentants typiques, M. Ferhat Abbas, non seulement se tenait fort loin du mouvement anti-impérialiste d'action directe, mais il niait la nation algérienne. Ce n'est que lorsque la révolte eût mûri dans les profondeurs du peuple que le parti bourgeois et légalitaire, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien, rallia les insurrectionnalistes du C.R.U.A. (en même temps d'ailleurs que les chefs religieux, les Oulémas) pour former le F.L.N. Il aura fallu toute l'intransigeance de l'impérialisme français, enhardi par la passivité de son prolétariat, pour que les représentants de la bourgeoisie indigène soient catapultés dans le mouvement insurrectionnel.

Celui-ci ne s'appuie cependant pas non plus sur un mouvement du prolétariat urbain, agissant avec les moyens traditionnels de la classe ouvrière : la grève de masse et la manifestation de masse. Sa principale force lui vient de la *guérilla paysanne*, à laquelle les villes ont fourni des cadres quand elles se sont avisées qu'elles ne gagneraient jamais les masses rurales à une action purement légalitaire. C'est cette guérilla paysanne qui pendant cinq ans a tenu le front contre l'impérialisme ; le *terrorisme urbain*, qui se relie à elle de cent façons que nous ignorons, n'a jamais joué qu'un rôle secondaire. Il aurait pu en être autrement si sa tentative de porter l'action jusque dans la métropole avait réussi : mais elle a échoué, ce qui prouve que le prolétariat *émigré* n'a pas opté en masse pour cette forme de lutte. Celle-ci est en effet caractéristique des pays à la structure sociale archaïque, c'est-à-dire où les classes

sociales fondamentales ne sont pas encore suffisamment développées pour que la lutte sociale prenne son aspect moderne de lutte de masse. L'exemple classique en est la Russie de la seconde moitié du XIX^e siècle où une intelligentsia minoritaire tenta, par la seule force de son exemple héroïque, d'entraîner les masses populaires encore plongées dans un torpeur séculaire à la lutte contre le tsarisme. En Algérie, l'initiative a dû venir de groupes de composition sociale très hétéroclite, où les prolétaires n'ont certainement pas été les moins décidés. Il n'empêche que ce n'est pas une forme de lutte prolétarienne, et il est compréhensible que les ouvriers algériens placés par l'émigration dans les conditions de la lutte de classe moderne ne lui ait pas apporté le renfort qu'on en avait *peut-être* attendu.

Le but de ce mouvement insurrectionnel considéré globalement est la constitution d'un *Etat national*. Cette revendication politique concentre actuellement sur elle les aspirations de toutes les classes de la société algérienne, ou plutôt de toutes les fractions de ces classes qui échappent à l'influence politique de l'impérialisme français. Elle n'a cependant pas le pouvoir de faire que ces aspirations soient identiques. Le mouvement marxiste extrêmement réduit d'aujourd'hui se doit de ne rien changer, à cet égard, à la position établie par l'Internationale Communiste dans ses Thèses coloniales classiques du II^e Congrès, en 1920 :

« Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus. Le premier est le *mouvement bourgeois démocratique nationaliste* qui a un programme d'*indépendance politique* et d'*ordre bourgeois*. L'autre est celui des ouvriers et paysans ignorants et pauvres pour leur *émancipation de toute espèce d'exploitation*.

Le premier tente de diriger le second, et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent COMBATTRE cette tendance et chercher à développer les SENTIMENTS DE CLASSE INDEPENDANTE dans les masses ouvrières des colonies. »

Il est bien certain que dans la dissolution actuelle du mouvement prolétarien indépendant en France et dans le monde, ce petit courant marxiste n'a pas le pouvoir de combattre l'adhésion des masses ouvrières des colonies au mot d'ordre *bourgeois* de la constitution de l'Etat national : il n'a même pas celui de combattre à l'échelle de masse l'adhésion des masses ouvrières de France au mot d'ordre *impérialiste* du maintien de la présence française en Algérie ! Ceci est la conséquence de la victoire du courant opportuniste qui a fini par détruire l'Internationale, et qui a substitué le mot d'ordre de la lutte contre le fascisme au seul but révolutionnaire : la lutte pour la dictature du prolétariat et pour le socialisme. On ne peut que la subir il n'est au pouvoir de personne de renverser le rapport de forces défavorable au prolétariat révolutionnaire que cette trahison a créé. Mais subir pratiquement une situation réactionnaire est une chose, réviser les positions classiques et immuables du communiste prolétarien en est une tout autre ! Une des conditions de la reconstitution de ce mouvement réside dans le rejet total, décidé, des positions d'un certain courant démocratique qui va des lecteurs de *France-Observateur* au trotskysme et à la petite organisation qui édite la revue *Socialisme ou Barbarie*, et qui se caractérise par la foi dans un éventuel Etat national algérien pour résoudre les problèmes sociaux de l'Algérie. On ne saurait mieux illustrer cette position que par une citation de *France-Observateur* qui fait à de Gaulle

— c'est-à-dire à l'impérialisme français — le reproche suivant :

« Le patriote qu'est Charles de Gaulle ne veut toujours pas admettre que les jeunes patries qui naissent à l'intérieur du complexe plus ou moins informe que constituait le vieil empire colonial puissent avoir des INTERETS DIFFERENTS de ceux de la métropole. Il ne comprend pas davantage que ces nouvelles nations africaines doivent envisager leur avenir non point en tant que QU'APPENDICES D'UN ETAT INDUSTRIELLEMENT AVANCE, mais en tant que PAYS SOUS-DEVELOPPES ayant des problèmes spécifiques à résoudre. » Et de condamner donc la position gouvernementale comme « CONTRAIRE aux principes auxquels, à tort ou à raison, nous intensifions l'INTERET DU PEUPLE FRANÇAIS, mais aussi contraire aux REALITES ECONOMIQUES, SOCIALES ET NATIONALES les plus profondes ».

Sans se référer aux intérêts bien compris du peuple français (?), trotskystes et barbaristes commettent en substance la même « erreur » : les premiers en « appuyant inconditionnellement » le F.L.N., c'est-à-dire le mouvement pour « l'indépendance politique et l'ORDRE BOURGEOIS » en Algérie ; les seconds en assimilant la position classique du marxisme à celle du... LIBERALISME BOURGEOIS (!) dans ce sens que si « l'un parle des intérêts bien compris de la France, l'autre parle des intérêts bien compris du PROLETARIAT ; mais tous deux DONNENT LA JUSTIFICATION DE L'INDEPENDANCE SUR DES CONSIDERATIONS EXTRINSEQUES » (ce qui signifie : extérieures aux intérêts réels qui ont donné naissance au mouvement indépendantiste).

Tous ces gens refusent de considérer les *classes* en mouvement dans la révolte algérienne et leurs *intérêts* qui ne sont absolument pas identiques qu'ELLES EN AIENT CONSCIENCE OU NON. Ils oublient que la constitution de l'Etat national, c'est en termes marxistes l'INSTAURATION D'UN POUVOIR DE CLASSE dans le cadre national. Pour le prolétariat algérien, il est bien clair que son intérêt de CLASSE est identique à celui de tous les prolétariats du monde, et seule la DESTRUCTION du mouvement ouvrier international POUR LE RENVERSEMENT DE LA BOURGEOISIE et la transformation SOCIALISTE de l'économie a pu le rejeter sous l'influence POLITIQUE de sa propre bourgeoisie. Ici, il n'y a absolument rien à changer à la position établie par Lénine en 1914. Elle concernait la question des nationalités dans l'empire tsariste, mais pourrait être appliquée telle quelle aux ouvriers algériens dans leurs rapports avec le G.P.R.A. :

« Ce serait se soustraire aux tâches de la politique prolétarienne que d'appuyer toutes les revendications nationales de la bourgeoisie des nations opprimées. Il est indifférent à l'ouvrier salarié que son principal exploiteur soit la bourgeoisie grand-russe (dans notre cas : française) de préférence à l'allogène (arabe) ou la polonaise (arabe) de préférence à la juive. L'ouvrier salarié conscient des intérêts de sa classe est indifférent aux privilèges d'état des capitalistes grand-russes comme aux promesses des capitalistes polonais ou ukrainiens (arabes !) d'instaurer le paradis sur terre lorsqu'ils détiendront les privilèges dans l'Etat. De toute façon le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra dans un état hétérogène aussi bien que dans des états nationaux séparés. Dans tous les cas, l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et pour lutter contre elle avec succès il faut que les prolétaires soient affranchis de tout nationalisme... »

Sans indépendance de classe, parce que rejeté dans le nationalisme par la

trahison des communistes français au communisme, par la passivité du prolétariat français face aux entreprises impérialistes de sa bourgeoisie, au reste trop faible en Algérie pour pouvoir jouer un rôle décisif, le prolétariat algérien ne peut pas prendre le pouvoir. De toute façon, si le prolétariat peut bien, comme dans la révolution double de Russie, prendre le pouvoir pour remplir des tâches pré-socialistes que la bourgeoisie n'a pas su remplir, il ne peut pas se proposer de gérer une économie NATIONALE comme le fit la bourgeoisie dans ses révolutions national-démocratiques : ou bien le développement de la lutte des classes internationale lui permet de s'associer avec d'AUTRES prolétariats pour instaurer une économie socialiste TENDANT A DEVENIR MONDIALE, ou bien, d'une façon ou d'une autre, il est chassé du pouvoir. C'est ce que la contre-révolution russe, qui culmine dans la politique de M. Krouchtchev câlinant tous les pouvoirs impérialistes du monde, reconnaissant la domination coloniale de la France sur l'Algérie, bref enterrant complètement la révolution prolétarienne, a confirmé avec une évidence criante.

Mais si ce n'est pas le prolétariat qui prend le pouvoir EN LIAISON AVEC UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE tendant à l'instauration de la dictature ouvrière dans les pays avancés, possibilité historique absolument exclue par la trahison du communisme officiel, qui peut le prendre ? Parler de « constitution de l'Etat national » sans se poser cette question, c'est faire du bavardage démocratique.

Nous avons vu qu'on ne peut considérer que deux autres classes, en Algérie : la paysannerie pauvre et la bourgeoisie. Il est bien évident que leurs intérêts ne coïncident nullement. La bourgeoisie algérienne, qui est surtout une bourgeoisie TERRIENNE, ne peut pas réaliser la réforme agraire dont elle serait la première frappée. Or c'est elle qui parle par la voix de la tendance « modérée » du F.L.N., qui voudrait instaurer une république de type tunisien, dont les extrémistes du mouvement nationaliste ne veulent pour rien au monde. Que reste-t-il ? La paysannerie pauvre. Si la guérilla paysanne pouvait s'exprimer, nul doute que son langage serait le suivant :

« Messieurs de la bourgeoisie nationale, messieurs les colons européens, nous ne sommes que des ignorants, alors que vous vous servez d'une technique admirable. Vos entreprises sont hautement mécanisées et tendent à employer de moins en moins de main-d'œuvre, ce qui démontre leur caractère très évolué. Par ailleurs, vous avez construit de forts beaux barrages pour l'irrigation, qui profitent tout spécialement à vos terres. Vous étiez venus nous civiliser : vous avez implanté cette technique sur notre sol, ce dont nous vous remercions hautement. Le malheur, c'est que tant que vous occuperez nos meilleures terres, tant que nous-mêmes ne disposerons que de misérables lopins, nous serons dans la misère et resterons des ignorants. Pour nous en sortir, ce ne sont pas des écoles qu'il nous faut ; c'est une révolution du régime de la propriété que vous avez instauré. C'est pourquoi nous considérons que votre rôle civilisateur est désormais terminé ; vous nous avez chassés des terres séculaires de nos tribus, et vous nous avez montré ce qu'on pouvait en tirer. A nous maintenant d'achever : nous reprenons nos terres et nous les redistribuerons comme nous penserons le mieux pour concilier à la fois les exigences de l'exploitation moderne et l'amélioration de notre sort. En outre, sur les 400.000 ha que vous avez follement consacrés à la vigne alors que nous ne buvons pas de vin, nous planterons, nous, de quoi enlever la faim à notre peuple. Nous vous déclarons

expropriés sans indemnité, mais le même sort sera réservé à nos propres capitalistes de la terre. De plus, nous n'irons plus servir dans vos armées contre des ennemis que nous ne connaissons pas. »

Langage bourgeois, mais langage *radical*. Toute réserve faite sur les conditions historiques différentes, il s'apparente étroitement à celui de la révolution DOUBLE d'Octobre 1917 en Russie. Là, l'obstacle que le mouvement paysan en marche devait renverser, c'était la domination du propriétaire foncier mi-féodal, mi-bourgeois protégé par l'Etat tsariste ; ici, il s'agit de la domination du colon européen protégé par les institutions politiques qui prétendent maintenir de force l'Algérie dans le cadre de l'Union Française, et celle du capitaliste terrien arabe qui se réfugie peureusement sous leur ombre tutélaire. Mais le but est identique : c'est l'appropriation de la terre. Même si en réalité le langage de la guérilla paysanne n'est pas aussi net et clair, surtout pour qui ne veut pas l'entendre, qui oserait soutenir que les intérêts de classe du prolétariat français ou algérien, ou pour mieux dire les intérêts du socialisme exigent qu'il prenne fait et cause POUR les colons français, capitalistes moyens ou gros et POUR les capitalistes arabes de la terre CONTRE LES PAYSANS pauvres d'Algérie ?

Or il *semble* qu'il existe dans le mouvement nationaliste algérien une tendance radicale qui tient ou a tenu ce langage. Si c'est elle qui prenait finalement le pouvoir, mais dans ce seul cas, la constitution de l'Etat national pourrait être l'arme politique de la réforme agraire radicale, d'une liquidation des tâches pré-socialistes en Algérie, c'est-à-dire, en termes marxistes, le déblaiement du terrain pour une lutte de classe moderne, une lutte de classe pour la dictature du prolétariat et pour le socialisme. Voilà ce que nos démocrates qui discutent des « jeunes patries nouvelles » se gardent bien de dire ; voilà ce qu'oublient les « gauchistes » qui refusent d'appliquer la directive léniniste : « APPRECIER SOUS L'ANGLE DE LA LUTTE DE CLASSE DES OUVRIERS TOUTE REVENDICATION NATIONALE, TOUTE SEPARATION NATIONALE » et qui veulent « justifier l'indépendance » uniquement par des « considérations intrinsèques », c'est-à-dire... par l'indépendance elle-même, autrement dit par un principe DEMOCRATIQUE abstrait parfaitement BOURGEOIS, sans rapport avec la lutte de classe réelle.

Le prolétariat révolutionnaire est aussi éloigné d'une telle position que de la soumission à l'impérialisme métropolitain.

Conclusion.

En Russie, le seul mouvement *bourgeois radical* était celui des paysans pauvres. Il n'a pu vaincre en octobre 1917 que grâce à une circonstance capitale : le prolétariat *socialiste* s'est mis à sa tête. Le parti « paysan », c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes ont pris position *contre* la révolution, la droite d'abord, mais même ensuite la *gauche*. S'il existe réellement, comme on peut le supposer, un tel parti « paysan » en Algérie dans la personne de la gauche du F.L.N., quelle sera son orientation, quel sera son sort ? Il y a lieu d'abord de remarquer que cette tendance non seulement a accueilli dans le F.L.N. (*Front de Libération Nationale*) des représentants typiques de la bourgeoisie, mais que depuis que le G.P.R.A. (*Gouvernement provisoire de la République Algérienne*) a été constitué, ce n'est plus elle qui parle, mais les

représentants en question. Cela est parfaitement conforme à ce que l'on sait de la petite bourgeoisie, incapable de jouer un rôle *indépendant* dans la lutte sociale. Face aux offres « démocratiques » que la tendance bourgeoise du F.L.N. ne manque naturellement pas d'accueillir avec un empressement qui n'est freiné que par la résistance certaine des maquis, cette tendance petite-bourgeoise paysanne est-elle susceptible de se maintenir sur le terrain purement insurrectionnel ? Pour cela, il faudrait que l'insurrection ait quelque chance de vaincre. Cette chance peut lui venir uniquement du *prolétariat* (tout comme en Russie), et puisque le prolétariat d'Algérie est trop faible, uniquement de l'appui actif du prolétariat français. Mais satisfait des assurances *démocratiques* du gouvernement et ceci, en partie, grâce à l'infâme attitude *nationaliste et pacifiste* des prétendus « communistes » français, celui-ci ne donnera pas plus son appui demain qu'il ne l'a donné hier. Dans ces conditions, même la résistance la plus désespérée du maquis algérien au glissement du mouvement insurrectionnaliste sur un terrain légalitaire et électoral ne saurait avoir pour résultat que de faire pencher la balance en faveur de l'indépendance de type tunisien plutôt qu'en faveur du maintien de la domination française : résultat disproportionné aux énergies révolutionnaires prodiguées en cinq ans de lutte, résultat misérable qui signifiera la ruine de tous les espoirs de réforme agraire radicale en Algérie. La honte n'en reviendra pas au mouvement national-révolutionnaire auquel ses limites PETITES-BOURGEOISES et PAYSANNES de classe ne permettaient pas de faire plus. Elle reviendra au prolétariat français, et naturellement à tous les démocrates (ou pis « gauchistes ») qui chantent les mérites « progressistes » ou... « intrinsèques » de la dictature de la *bourgeoisie* coloniale sur les classes pauvres et semi-bourgeoises des colonies.

Cette expérience cuisante puisse-t-elle faire comprendre à l'aile extrémiste du mouvement nationaliste algérien qu'il n'est, pour les pays soumis à la domination coloniale, de salut en dehors du mouvement révolutionnaire pour le socialisme ! Quant au prolétariat français qui s'est complètement détourné de ce mouvement depuis qu'il est sous la coupe des communistes d'inspiration russe, on peut intégralement lui appliquer ce raisonnement que faisait Marx pour la classe ouvrière *anglaise* dans ses rapports avec le mouvement d'indépendance de l'*Irlande* :

« J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais (N.D.R. : c'est-à-dire la domination de l'Irlande par l'Angleterre) GRACE AUX PROGRES DE LA CLASSE OUVRIERE ANGLAISE. Une étude plus approfondie de la question m'a convaincu du contraire. LA CLASSE OUVRIERE ANGLAISE NE POURRA RIEN FAIRE TANT QU'ELLE NE SERA PAS DEBARRASSEE DE L'IRLANDE. LA REACTION ANGLAISE EN ANGLETERRE A SES RACINES DANS L'ASSERVISSEMENT DE L'IRLANDE. »

C'est pour cette raison, et uniquement pour cette raison, que nous devons considérer une éventuelle République de M. Ferhat Abbas, toute misérable que soit une telle « solution » du point de vue de la révolution agraire indispensable en Algérie, comme encore *préférable* au maintien de la domination impérialiste de la France. Il faut que le prolétariat français soit « débarrassé » de l'Algérie pour qu'apparaissent des générations ouvrières capables de « faire quelque chose », c'est-à-dire de s'orienter à nouveau vers un socialisme véri-

table. Mais ceci n'est encore qu'un cas particulier d'une question beaucoup plus générale : il faut que le prolétariat de TOUTES LES NATIONS avancées et civilisées soit « débarrassé » de toutes les colonies et semi-colonies du monde, car la réaction bourgeoise mondiale qui a causé la perte de la révolution prolétarienne russe, la seconde guerre impérialiste mondiale et la survie du Capital oppresseur jusqu'à aujourd'hui n'a pas eu d'autres racines que l'asservissement des immenses contrées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud par l'impérialisme blanc. Seule l'élimination de cet obstacle par le mouvement national-révolutionnaire des pays arriérés pourrait mettre le prolétariat dans les conditions nouvelles par rapport à celles de sa défaite et donc ouvrir l'ère où rompant avec son vieil opportunisme « civilisé » il saurait reprendre la lutte pour l'instauration mondiale de sa dictature de classe et du véritable communisme.



« Seule la Révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une indépendance libre, car elle libérera LES FORCES PRODUCTIVES DE TOUS LES PAYS DES TENAILLES SERREES PAR LES ETATS NATIONAUX, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément A UN PLAN ECONOMIQUE COMMUN. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la VIE ECONOMIQUE UNIFIEE ET CENTRALISEE DE L'EUROPE ET DU MONDE... L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la CLASSE OUVRIERE DES METROPOLES. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, d'ALGERIE ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les OUVRIERS D'ANGLETERRE ET DE FRANCE après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau PRENDRONT ENTRE LEURS MAINS LE POUVOIR GOUVERNEMENTAL. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée SEULEMENT SOUS LE SEUL ETENDARD DE L'AFFRANCHISSEMENT NATIONAL, elle prend tout de suite UN CARACTERE SOCIAL PLUS OU MOINS NETTEMENT ACCUSE. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elle les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, L'EUROPE SOCIALISTE, à son tour, VIENDRA SECOURIR LES COLONIES LIBEREES AVEC SA TECHNIQUE, SON ORGANISATION, SON INFLUENCE MORALE, afin de HATER LEUR PASSAGE A LA VIE REGULIEREMENT ORGANISEE PAR LE SOCIALISME. »

(Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier, I^{er} Congrès, 1919.)

LOGIQUE DE L'OPPORTUNISME

L'annonce du prochain voyage à Paris de Khrouchtchev, ses déclarations favorables à la politique algérienne de la France ont provoqué sur le P.C.F. les résultats escomptés : il se rallie à la ligne gouvernementale qu'il avait jusqu'ici critiquée et dénoncée. Mais, comme toujours en pareil cas, il le fait avec une impudence et un cynisme qui, eux, dépassent toutes les prévisions. Le Comité Central du parti, selon M. Thorez, aurait commis une grave erreur en n'estimant pas à leur juste valeur les propositions de de Gaulle au sujet de l'« autodétermination ». Passons sur l'inqualifiable forfanterie qui consiste à attribuer le caractère soi-disant positif du discours du 16 septembre à la « pression des masses », au moment où l'aspect le plus frappant de l'attitude des ouvriers est précisément l'indifférence, sinon la torpeur... C'est dans le contenu même de ce nouveau « tournant » de nos stalino-khrouchtcheviens qu'on découvre leur condition de larbins de l'Etat bourgeois, leur abandon, définitif et irrémédiable, de toute position prolétarienne ou même, simplement, de toute *décence* politique. Quelque esprit naïf, considérant que les ouvertures faites le 16 septembre comportent trois sortes de solutions théoriques : francisation, association ou sécession, aurait pensé que le P.C.F., en s'y ralliant, orienterait au moins son effort vers la réalisation de la dernière éventualité, même s'il assumait déjà par là une lourde responsabilité de complicité à l'égard de la démagogie qui imprègne les trois aspects de la formule gaulliste. Il n'en est rien : la sécession, c'est, au contraire, ce que M. Thorez *redoute le plus*. Et il nous le dit clairement. Il nous dit qu'il ne faut pas répéter les « maladresses » commises avec la Guinée, qui provoquèrent la revendication d'indépendance posée par ce pays : « *La France aurait tout à perdre* », dit-il. « Craignons de mettre l'Algérie en demeure de choisir, comme la Guinée, entre la rupture totale ou le maintien de la domination française sous une forme nouvelle. »

On ne peut se tromper sur le sens de cette déclaration. Elle signifie que le parti de Thorez ne désire pas l'indépendance de l'Algérie. Son chef avait déjà dit, autrefois, que le « droit à la séparation » — qui est le minimum indispensable pour que le

mot d'ordre *bourgeois* d'indépendance nationale puisse être accepté par un parti prolétarien — était comme un « droit au divorce », mais n'impliquait nullement ce dernier. Aujourd'hui, si on nous permet de poursuivre sur cette image élégante, c'est même la « séparation de corps » que Thorez refuse aux Algériens. Il veut bien qu'on leur *parle* d'indépendance, mais en s'arrangeant de telle sorte qu'ils ne la réclament plus. Cette hypocrisie est d'autant plus répugnante qu'elle n'émane pas de capitalistes, pour lesquels l'idéologie est toujours une simple *étiquette* couvrant la même marchandise faisandée de liberté... *bourgeoise*, mais qu'elle est le fait de gens qui, par le passé et le nom dont ils se réclament, *savent* que toute transformation radicale de la société se conquiert, et que toute réforme lorsqu'elle est l'œuvre du plus puissant et de celui qui exploite, n'a pas d'autre but que de supprimer le caractère radical de la crise qui l'a motivée.

Mais ce que nous voudrions souligner ici, face à l'opinion qui a très bien perçu la relation entre le voyage de Khrouchtchev à Paris et le revirement des « communistes », mais attribue celui-ci à une *directive* de Moscou, c'est la parfaite cohérence de l'attitude du P.C.F.

✱

Nous avons déjà montré ici tout ce que l'« opposition » des staliniens à la guerre d'Algérie cachait d'hypocrite complicité (1). Tout le passé du P.C.F. est entaché d'un pro-colonialisme larvé qui, pour être dissimulé sous l'habituelle réthorique du « droit des peuples » et de la démocratie, ne s'en est pas moins démasqué à plusieurs reprises. Ce fut le cas notamment à l'époque du Front Populaire, au moment où, sous couvert de défendre la démocratie contre les menées fascistes, les staliniens condamnèrent et même insultèrent la revendication d'indépendance formulée par divers mouvements d'Afrique du Nord et des territoires sous mandat. En 1945, par ailleurs, leur participation au gouvernement tripartite les conduisit à donner, par la personne interposée de leurs ministres, leur caution à

(1) *Le P.C.F. et la question coloniale* .

répression du Constantinien. En 1954, enfin, alors qu'ils étaient passés depuis sept ans dans l'opposition et faisaient campagne contre la guerre d'Indochine, ils revendiquèrent hautement la « sauvegarde des intérêts français » en Extrême-Orient durant les tractations de la paix de Genève. L'éclatement de la révolte algérienne, peu après, qui les laissa longtemps réticents sinon hostiles, ne les conduisit pas au-delà de cette position curieuse par laquelle ils réclament à la fois des négociations avec les « rebelles » et le maintien de l'influence française en Afrique du Nord. Cette dernière attitude trouve aujourd'hui son aboutissement logique dans l'adhésion pratique à la ligne du gouvernement. On s'explique en effet cette évolution en considérant que l'anticolonialisme du P.C.F. ne fut jamais, depuis la déchéance de la III^e Internationale, qu'une pure façade derrière laquelle le parti n'a cessé de cheminer vers une collaboration de classe toujours plus poussée, sans même hésiter, pour « Programme Communiste », n° 5. cela, à rallier la politique qu'il combattait la veille encore.

A-t-il donc suffi de la venue de Khrouchtchev à Paris pour orienter le P.C.F. vers une nouvelle politique ? Pas du tout ! Les nouveaux rapports franco-russes ont simplement permis à nos « communistes » de se libérer d'une des dernières entraves qui les freinaient tant soit peu sur le chemin qui mène au Canossa pur et simple devant le capitalisme français : l'opposition — verbale et parlementaire — à la politique gouvernementale en Algérie. Rien de nouveau, donc : seulement un nouvel épisode dans la série ininterrompue des reculades, des compromissions et des trahisons.

Une brochure publiée le 24 novembre 1959 par le P.C.F. (« Négociez »), cite une déclaration de M. Thorez au XV^e Congrès du parti : « L'intérêt de la France est de mettre un terme à une guerre sans issue, ruineuse au point de vue matériel et moral, cauchemar de notre jeunesse et attentat permanent au renom de notre pays. »

« Elle est en même temps une guerre injuste du côté français. Notre Congrès, fidèle au principe de l'internationalisme prolétarien, réaffirme solennellement le droit de la nation algérienne à l'indépendance. » (Souligné par nous.)

Avant tout, on invoque l'« intérêt de la France » dans le style de tous les renégats et dans le plus grand respect de la politique déjà suivie depuis le grand tournant de 1936, c'est-à-dire comme si cette notion pouvait se référer à autre chose qu'à l'en-

semble des intérêts des classes dominantes, qu'aux privilèges sociaux que cumule le complexe trusts-monopoles contre lequel les stalinien ont déjà rompu tant de lances... oratoires. Par ironie, c'est au moment où le grand capital mise sur l'exploitation des ressources pétrolières du Sahara, ou son gouvernement précise que c'est bien de cela et uniquement de cela qu'il s'agit, que les incurables « progressistes » formés à l'école de Moscou viennent encore parler d'intérêt national qui serait au-dessus des classes. En opposant à la tangible et cruelle réalité de l'exploitation capitaliste, cette « France » nébuleuse, chimérique, généreuse, qui n'a jamais eu d'existence réelle, même à l'apogée de la première république, les stalinien n'innovent pas ; ils sont au contraire fidèles à la ligne classique qui, depuis trente ans, est devenue la leur : celle des opportunistes qui empruntent aux petits-bourgeois leur idéologie fumeuse pour mieux masquer leur propre asservissement au capital.

Un peu plus loin, dans une invocation à l'internationalisme qui cesse presque d'être odieuse à force d'avoir servi, il est question de guerre injuste du côté français. La formule est empruntée à Lénine, qui établissait effectivement une distinction précise entre les guerres progressives, que le prolétariat devait soutenir, et les autres, qu'il devait impitoyablement combattre. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette classification ; n'en relevons pour l'instant que deux aspects fondamentaux, qui suffisent à démasquer l'imposture commise par les hommes de Moscou. D'abord, le *distinguo* entre ces deux types de guerre repose essentiellement sur la caractérisation du rôle totalement différent que joue le capitalisme dans l'histoire, selon qu'il est jeune ou sénile, et, en conséquence, révolutionnaire ou conservateur, « libérateur ou oppresseur de nations ». Le prolétariat d'Europe, s'il doit soutenir les mouvements d'indépendance nationale qui expriment l'éveil des régions arriérées aux formes modernes de production — avec toute la fermentation sociale qu'il implique — ne saurait pour autant se solidariser avec la sauvegarde de ces mêmes formes, là où elles ont vieilli, et ne constituent plus qu'un obstacle à la libération socialiste de l'humanité. En un mot, la classe ouvrière ne peut appuyer l'avènement du *jeune capitalisme* dans l'aire afro-asiatique qu'en menant en même temps, contre le *vieux capitalisme* occidental, la lutte sans merci qui conditionne l'élimination de tout capitalisme sur la planète. Lénine précisément, si impudemment évo-

qué dans la déclaration de M. Thorez, s'est attaché à cet aspect de l'appui aux mouvements nationaux et a insisté sur cette condition primordiale de la lutte de classe dans les métropoles, sans laquelle une stratégie internationale du prolétariat est impossible et les révolutions dans les pays opprimés sérieusement compromises.

Or, il est bien visible, par le seul examen de lignes que nous avons citées, que le P.C.F., en dépit de ses protestations d'orthodoxie internationaliste et léniniste, fait exactement le contraire de ce que préconisait le chef du communiste international. Il ne se borne pas à œuvrer pour la « solution la plus française », c'est-à-dire, dans un pays où la plus minime réforme agraire est conditionnée par l'éviction de la présence blanche, à castrer la révolution africaine. Il ne se limite pas *pratiquement* à décourager toute velléité de solidarité effective des ouvriers français et algériens. Il prend prétexte de la situation de guerre, née de la révolte en Afrique du Nord, pour se solidariser davantage encore avec la bourgeoisie française en soutenant la propre solution de son gouvernement. Mais cette attitude n'est que le prolongement normal d'une ligne ancienne de trahison que la crise du colonialisme a rendu plus évidente mais n'a pas fait naître du néant.

Poursuivons notre citation du discours de Thorez : « Ainsi, de notre part, dans la question d'Algérie : position internationaliste, position léniniste, pour le soutien des peuples coloniaux, pour le droit à la libre disposition, jusques et y compris la séparation. *Mais aussi intérêt national* à la fois dans la perspective — ce qui veut dire le souci de ne pas creuser l'abîme entre le peuple de France et le peuple algérien — et, dans l'immédiat ou dans le proche avenir, *dans une France qui ne serait pas encore socialiste*, mais où les pétroles et autres sources énergétiques seraient aux mains de la nation, comme le prévoit notre programme, *nous aurions intérêt* à traiter avec un peuple algérien lui-même maître de ses ressources pétrolières et échappant à la mainmise américaine. » (Souligné par nous.)

Le passage qui concerne « l'abîme entre le peuple de France et le peuple algérien » relève d'une ironie tellement amère qu'il n'est pas nécessaire de la souligner. Rapport de peuple à peuple ne peut signifier que rapport de gouvernement à gouvernement. Quant aux rapports entre le prolétariat algérien et celui de la métropole, mieux vaut n'en pas parler : ce sont précisément les mille et un aspects de la poli-

tique « communiste » qui ont contribué à rendre impossible cette « solidarité » si souvent invoquée dans les discours et toujours bafouée dans la politique effective.

Mais, ce qui est important, c'est l'idée générale de ce paragraphe. On y retrouve le programme classique de tous les réformistes, couronné par la préoccupation de sauvegarder *l'intérêt national*. Et on y retrouve aussi la même argumentation hypocrite : nous, bien sûr, nous ne défendons pas les intérêts des capitalistes, des colons, des agrariens, des pétroliers, mais ceux de la Nation. Mais qu'est-ce que cette nation, sinon le théâtre sur lequel se pavent les capitalistes, les colons, les agrariens, les pétroliers ; qu'est-ce sinon le bague dans lequel ils enferment, dominant et exploitent leurs esclaves salariés ? Et qu'est-ce, encore, que cet Etat que vous faites planer au-dessus de la mêlée des classes, sinon, tout à la fois, leur « conseil d'administration » et leur *trique*, prompt à s'abattre sur le prolétaire de la métropole ou des colonies ?

Depuis des années, la propagande staliniste s'évertue à *séparer* les intérêts colonialistes des intérêts capitalistes. De même qu'à la « Libération », le P.C.F. affectait de disjoindre les « trusts sans patrie » de la classe bourgeoise dans son ensemble, de même, aujourd'hui, il prétend enterrer l'exploitation impérialiste tout en ménageant les intérêts du capitalisme français. On peut se demander si Thorez et compagnie ignorent qu'en régime de production mercantile, tout rapport d'individu à individu, de classe à classe, de pays à pays est subordonné au phénomène de l'exploitation ; que, dans les vieilles métropoles impérialistes, non seulement le grand capital, mais la bourgeoisie moyenne et la paysannerie, et même dans une certaine mesure les couches supérieures du prolétariat, exploitent les pays assujettis. Que diable ! En réalité, ils le savent bien. Mais en bons opportunistes, en laquais consciencieux de la bourgeoisie, ils ne stigmatisent *qu'un* aspect, historiquement décadent, de l'impérialisme. Ils n'attaquent que quelques *noms* de gros propriétaires ou de firmes coloniales. Ils respectent l'ensemble du mécanisme d'exploitation ; ils l'enrobent des phrases creuses de la rhétorique petit-bourgeoise ; ils désarment le prolétariat qui, demain, après la fin de la crise, se retrouvera plus faible, plus découragé devant les difficultés qui découlent de cette aventure, écrasé sous le poids renforcé du capital.

Tout ce jeu est parfaitement cohérent. Il est la logique de toute la politique antérieure, en accord avec la célébration du

« socialisme » russe, tortionnaire et exploiteur, avec la farce de la « coexistence pacifique », avec la spéculation pseudo-humanitaire sur les malheurs des guerres coloniales, déplorés pour justifier la paix... sociale. C'est finalement la prostitution de ce qui

reste d'organisation prolétarienne qui transparaît dans cette offre faite aux capitalistes : nous aurions intérêt à traiter directement avec le peuple algérien, et dont l'infamie nous dispense de toute conclusion.

LA GRÈVE DE LA SIDÉRURGIE AMÉRICAINE

Trotsky, étudiant en 1932 la situation de la classe ouvrière américaine, expliquait son apathie par les privilèges dont bénéficiaient les travailleurs américains de vieille souche par rapport à la masse durement exploitée des nouveaux immigrants. Son analyse illustre la définition qu'avaient donnée Marx et Lénine de l'aristocratie ouvrière et, en même temps, la complexité des phénomènes auxquels donne lieu l'exploitation. Cependant, constatant qu'il n'y avait plus pénurie de main-d'œuvre aux U.S.A. et que l'immigration ralentissait considérablement, il prévoyait que les conditions matérielles de la lutte des classes n'allaient pas tarder à s'aggraver (non pas, évidemment, à la façon des trotskystes actuels pour qui toute situation mène aux barricades).

L'ampleur de la récente grève de la sidérurgie, épine dorsale de l'économie américaine, confirme les prévisions de Trotsky. Les quinze dernières années de prospérité avaient fait oublier aux théoriciens du welfare les vicissitudes auxquelles est soumise l'économie capitaliste, si bien que les grèves ne leur apparaissaient plus, dans leur euphorie, que comme un signe des libertés démocratiques dont jouissent les travailleurs comblés. Ils ont été surpris par la récession, et plus encore par la reprise. Car s'il est normal qu'une reprise succède aux crises qui, périodiquement, secouent l'économie capitaliste, cette fois-ci, la reprise est douloureuse, surtout pour les travailleurs qu'ils berçaient avec les slogans du welfare. Le nombre des chômeurs, très élevé durant la récession, reste considérable (en particulier dans la sidérurgie), et cela, bien que la production américaine n'ait jamais atteint un plus haut indice.

A chaque crise économique, en effet, d'innombrables petites entreprises disparaissent, et la production se concentrait dans quelques grosses entreprises qui disposaient d'un outillage perfectionné. Etant donné la concentration déjà atteinte par la sidérurgie américaine, cette tendance à l'accroissement de la production ne peut plus se traduire que par une automatisation de plus

en plus poussée. Les statistiques montrent que, depuis quelques dizaines d'années, dans les pays hautement industrialisés, le capitalisme tend à faire baisser le nombre des travailleurs de l'industrie, au lieu de le faire augmenter. Si le phénomène ne date pas d'aujourd'hui, il se manifeste avec de plus en plus d'ampleur, comme on peut le voir dans la sidérurgie américaine. C'est ce qui explique que, malgré la reprise, le nombre des chômeurs reste si élevé et que la menace du chômage continue à peser sur les grévistes.

En l'occurrence, les stocks d'acier accumulés aux U.S.A. (presque 25 millions de tonnes, soit un quart de leur production annuelle), permettaient aux patrons de faire pression sur les salaires sans crainte d'une grève. Effectivement, depuis 1947, les salaires n'ont augmenté nominalement que de 50 % (baisés en valeur absolue), alors que le prix de l'acier a doublé pour assurer les investissements gigantesques pour l'automatisation du capital. Il ne faut donc pas s'étonner si les revendications de salaires deviennent plus âpres : l'accumulation à ce niveau de développement du capital est énorme, mais la plus-value demeure toujours en rapport avec la masse du travail vivant, de plus en plus compressé et remplacé par les machines.

Tout d'abord, le grand capital américain, fort de son stock gigantesque, pèse sur les salaires et ne craint pas une grève qui prive les travailleurs de leur gagne-pain, mais diminue d'autant la masse des salaires à verser. Il peut se le permettre, vu qu'il n'hésite pas à faire tourner ses usines à un rythme effréné pour constituer ses « stocks de sécurité », exploitant ainsi doublement les travailleurs. Mais la récente grève montre que les patrons et les syndicats à leur solde ont été dépassés dans leurs calculs : la grève commence à leur faire mal. Elle gêne, en effet, la reprise, en privant de nombreuses industries de l'acier qui leur est indispensable. Du coup, adieu libertés démocratiques : Eisenhower applique la loi Taft-Hartley. Et les bonzes syndicaux font

leur métier : c'est dans la situation la plus défavorable qu'ils demandent la reprise des pourparlers.

Mais, arrivée à ce stade, la lutte entre salaire et capital prend un autre caractère. A la pression pour diminuer les salaires succède maintenant la menace de coupes sombres dans les rangs des travailleurs. Ce n'est pas que ce soit là un phénomène nouveau. C'est toujours le vieil antagonisme entre capital et travail qui s'exprime ici, mais sous une forme *qui sera plus difficile à masquer*. Si cette opposition se manifesta par le bris des machines, lorsque le capital, encore à ses débuts, manquait de

force, elle aboutit aujourd'hui à la détermination des travailleurs par les machines-capital.

C'est cette menace de chômage massif qui est à la base de la combativité des grévistes américains. Les théoriciens du welfare n'ont pas trouvé à ce fléau le remède que des générations d'économistes sérieux ont cherché en vain. Ce remède ne sera pas plus trouvé par un « Institut des Sciences Sociales », rattaché tout naturellement au Département de l'Intérieur et à la Police, puisque les Instituts de l'Armée ont d'autres spoutniks à fouetter.

MALPASSET, CATASTROPHE NATURELLE OU CATASTROPHE SOCIALE

Après plusieurs jours de pluies torrentielles caractéristiques du climat méditerranéen, le barrage de Malpasset, construit depuis quatre ans dans l'« intérêt public », a cédé, laissant déferler dans la vallée du Reyran et jusqu'à Fréjus-Plage, cinquante millions de mètres cubes d'eau, qui, en trois quarts d'heure ont semé la désolation et détruit certainement plus de quatre cents vies humaines dont on déplore officiellement la perte. N'étaient-ce les rumeurs qui circulent déjà sur des « responsabilités » encore indéfinies, on pourrait penser à une calamité de la nature, à un de ces désastres contre lesquels l'homme n'a pas de défense. En réalité, comme ce fut le cas pour tant d'autres désastres tristement fameux, parmi lesquels : Marcinelle, le naufrage de l'« Andrea Doria », diverses catastrophes ferroviaires, il s'agit bel et bien d'un malheur collectif causé par l'organisation sociale imbécile que le capitalisme et la démocratie pluri-partis imposent à l'humanité. La recherche des responsabilités individuelles, qui obéit toujours à des impératifs particuliers, auxquels nous sommes totalement étrangers, ne nous intéresse nullement en tant que marxistes, car à supposer seulement qu'elle soit réellement conduite — on a annoncé l'ouverture d'une enquête officielle — elle n'aura d'autre objet que de trouver des boucs émissaires à la colère qui gronde sourdement dans les milieux de travailleurs de la région, que leur expérience de la vie met dans les conditions de comprendre que ce n'est pas au Ciel, ou à un Destin aveugle qu'il faut demander compte des victimes humaines, mais à l'économie de spéculation et à la politique de parade de toute administration capitaliste.

Si le barrage avait cédé à une pression d'eau imprévue et imprévisible, si les pluies qui avaient précédé la catastrophe avaient été absolument exceptionnelles, on pourrait accuser la seule nature. En réalité, le barrage de Malpasset, construit depuis seulement quatre ans, était théoriquement prévu justement pour la pression de cinquante millions de mètres cubes qui l'a emporté, et on avait déjà noté dans la région des précipitations supérieures à celles de ces jours derniers. La chose notable, c'est qu'il a cédé précisément LA PREMIERE FOIS que sa capacité limite a été éprouvée, et même un peu au-dessous de celle-ci. Voilà qui doit attirer l'attention.

Celle des autorités publiques, qui ont toujours bien d'autres chats électoraux à fouetter, ne semble jamais s'être émue du fait que ce barrage n'avait jamais atteint en quatre ans le niveau d'eau normal, à tel point que les cimes des arbres de la région recouverte par les eaux dépassaient constamment. Conçu et réalisé par le génie rural, financé par le conseil général du département sur instigation, en particulier, du maire socialiste de Fréjus dans un but prétendu d'« intérêt général » et nommé pour l'irrigation d'une bonne partie du département sous-développé du Var, ce barrage cependant terminé depuis longtemps n'était que tout récemment mis en service. Il avait donné lieu auparavant à d'ardentes luttes municipales, et plusieurs entrepreneurs s'y étaient succédé, dont quelques-uns firent, paraît-il, faillite. On s'enorgueillissait de la « performance technique » qu'il représentait, étant, à certains dires, « le plus mince du monde ». Quoi qu'il en soit, il appartenait à un type de barrages dits « élastiques » dont la résistance dépend entière-

ment non pas de la maçonnerie elle-même, à moins, bien entendu, de malfaçons qui ne sont pas exclues, puisque des fissures auraient été signalées juste avant la catastrophe, mais de la nature des terrains aux deux extrémités, c'est-à-dire à la jonction avec la terre ferme. OR, C'EST PRECISEMENT sur les côtés que tout l'édifice a cédé, avant d'être emporté dans toute sa masse par la formidable masse d'eau libérée. Il est donc bien clair que ce type de barrage, choisi nommément pour des raisons d'économie, NE CONVENAIT PAS A LA NATURE DES SOLS sur lesquels il était édifié, et que si l'avis des géologues avait été demandé ou si les sondages qui sont de règle en tel cas, et qui, comme des travailleurs en témoignent, ont été minutieusement effectués dans la construction du barrage de Serre-Ponçon, avaient été pratiqués, on aurait dû conclure à la nécessité de construire *une autre sorte d'ouvrage*, ou bien, si les finances manquaient, renoncer au projet lui-même. Mais ceci ne semble même pas avoir été tenté, et si cela l'a été, les conclusions pratiques n'ont pas été tirées. C'est précisément que le barrage de Malpasset n'était pas, comme Serre-Ponçon par exemple, destiné à la production d'électricité, et donc à une activité productrice de plus-value et de profit. C'était une entreprise d'« intérêt public », ou pour mieux dire une entreprise somptuaire destinée à conquérir des électeurs aux autorités communales ou départementales parmi les cultivateurs de la région, qui n'avaient nullement demandé l'édification de cet ouvrage. C'est dans cette sorte d'entreprise que le « principe d'économie », propre à l'administration bourgeoise et la spéculation affairiste se conjuguent toujours le mieux pour obtenir les résultats les plus antisociaux. La preuve, c'est que, ou bien on ne consulta pas les géologues, ou bien on ne tint pas compte de leurs conclusions : car on ne pouvait ni adopter un autre type d'ouvrage, PLUS COUTEUX, ni renoncer à un projet au-

quel une fraction du conseil municipal tenait pour des raisons évidentes de PRES-TIGE DE PARTI, qui, dans ce cas, était le parti socialiste, mais aurait aussi bien pu être n'IMPORTE QUEL AUTRE PARTI agissant sur la base de la spéculation électorale.

Si, aujourd'hui, le préfet du Var et diverses autorités locales affirment que la catastrophe ne pose aucun problème, ou bien qu'il est trop tôt pour juger, les travailleurs de la région, instruits par une expérience quotidienne amère des méfaits de l'économie de profit et de l'administration bourgeoise, sentent bien que ce n'est pas la Nature, mais la Société, dans laquelle nous sommes tous emprisonnés, qui est responsable de ces morts, comme elle l'est des morts des guerres impérialistes, ou des catastrophes minières. Aucun black-out officiel ne peut tromper cet instinct des prolétaires qui ne s'expriment pas publiquement, mais à mi-voix ; qui ne savent peut-être pas tirer toutes les conclusions de cette tragique expérience, mais qui sentent bien au fond d'eux-mêmes que, en société capitaliste, l'« intérêt public » n'est jamais que prétexte à spéculations et à parades, une parade qui dans ce cas-là aura coûté plus de cinq cents vies et des détresses matérielles sans nombre.

Cela a toujours été notre thèse, que la catastrophe vient de confirmer tragiquement une autre fois : l'intérêt public réel, qui est, en premier lieu, celui de la vie, et les directives objectives de la science ne peuvent prévaloir ni dans une économie de marché, ni sous une administration bourgeoise, SURTOUT si c'est une administration pluri-partite et démocratique. Seuls, le communisme et l'instauration du pouvoir totalitaire des travailleurs peuvent libérer l'humanité non pas certes des caprices imprévisibles de la nature, mais des maux bien prévisibles et prévus, dont seul le capitalisme est coupable !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 6. — Patéro, 2.000 ; Petit Pion, 265 ; Deux Gueules Noires, 2.100 ; Contre l'opportunisme, 700 ; Le Petit, 1.500 ; Honneur aux Grévistes, 5.000 ; B.M., 76.000 ; André, 800 ; Salut aux Noirs, 1.500 ; Le Métèque, 2.000 ; A bas l'oppression des peuples colonisés, 700 ; Pierre, 4.000 ; Fond de porte-monnaie, 225 ; Le Traminot, 650.

Total liste N° 6	97.440 fr.
Total des listes précédentes	160.560 fr.
Total de la souscription permanente	258.000 fr.

Sommaire du N° précédent :

(N° 9 - Octobre - Décembre 1959)

Editorial. A propos de la rencontre au sommet

Qui fait les frais de la grandeur nationale

Remarques sur la question coloniale

Le rôle du parti dans la révolution russe

Sur la méthode dialectique

Notes d'actualité :

Blousons noirs, délinquance et lutte de classe

La grandeur et son parti

**Envol franco des neuf numéros parus jusqu'ici contre paiement
en mandat-poste de la somme de 18 NF à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N° :

La question algérienne (Suite)

L'évolution du capitalisme mondial

L'Afrique en marche

La succession historique des formes de production

Le programme de la société communiste

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**